

LES OFFICES DE COMPENSATION

et leur rôle dans la restauration
du Commerce extérieur

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 13 Mars 1934, à 14 heures

PAR

Jacques BATAILLE

Président : M. R. PICARD, Professeur

Suffragants { MM. AFTALION,
G. PIROU. } *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1934





Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551414_0003

LES OFFICES DE COMPENSATION

**LEUR RÔLE DANS LA RESTAURATION
DU COMMERCE EXTÉRIEUR**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LES OFFICES DE COMPENSATION

et leur rôle dans la restauration
du Commerce extérieur

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 13 Mars 1934, à 14 heures

PAR

Jacques BATAILLE

Président : M. R. PICARD, Professeur

Suffragants { MM. AFTALION,
G. PIROU. } *Professeurs*

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1934



INTRODUCTION

LE BUT DES OFFICES DE COMPENSATION. NOTIONS GÉNÉRALES SUR LEUR ORGANISATION.

Les offices de compensation sont des organismes de création tout à fait récente. Les premiers datent de la fin de 1931. L'office français a été créé par un arrêté interministériel du 15 février 1932; il n'a commencé à fonctionner que le 29 février 1932.

Ils ont été établis pour organiser la compensation des règlements des créances et des dettes résultant des échanges de marchandises entre certains pays.

Les offices de compensation sont chargés d'appliquer au règlement des créances de leurs nationaux exportateurs les sommes provenant des règlements effectués par leurs importateurs. Pour cela, ils obligent leurs importateurs à verser entre leurs mains les fonds qui devraient normalement être réglés directement à leurs créanciers étrangers.

Il semble donc que les offices de compensation constituent un obstacle à la libre circulation des capitaux et des marchandises entre les nations. Le sujet de cette

thèse « Les offices de compensation et leur rôle dans la restauration du commerce extérieur » peut paraître un paradoxe.

Les offices de compensation constitueraient effectivement une barrière dans une économie libre. Bien loin de favoriser la reprise du commerce extérieur, ils ne pourraient que le restreindre plus encore si possible.

Ce serait une erreur d'examiner le rôle des offices de compensation d'une façon théorique en faisant abstraction des événements qui les ont précédés et de l'ambiance dans laquelle ils se sont développés. Si, en les étudiant, on les intègre aux circonstances qui les ont entourés, on s'aperçoit, en effet, que, dans l'économie si troublée de l'heure actuelle, ils constituent un incontestable facteur d'amélioration ; le seul moyen, peut-être, de maintenir les échanges entre les nations.

Il faut donc revenir en arrière, étudier d'abord les circonstances économiques actuelles : la crise et l'instabilité monétaire, les mesures de restriction douanière et d'interdiction du commerce des devises qu'elles nécessitent dans certains pays, le ralentissement des échanges qui en résulte. Les réactions dans les autres pays : élévation des barrières économiques, campagne en faveur de l'économie fermée, essai d'organisation de la vie économique nationale en autarchie¹. Toutes ces mesures sont les conséquences les unes des autres.

Le commerce international dont la prospérité est indispensable à celle de la vie économique des nations, est ainsi arrêté par les barrières élevées devant la libre circulation des marchandises, plus encore par l'impossi-

1. Il serait plus exact d'écrire autarkie, mais l'usage d'autarchie semble prévaloir.

bilité d'en effectuer le règlement. Il faut maintenir les échanges, donc tourner les obstacles. On cherche à organiser le troc, puis la compensation.

Le but de celle-ci est, en somme, double : permettre de continuer le commerce international et tâcher de faire payer les créances bloquées à l'étranger.

L'institution de la compensation apparaît alors comme la suite logique des événements qui l'ont précédée, comme un essai de réorganisation des échanges internationaux.

Les motifs qui ont amené divers pays à utiliser ce moyen pour régler les créances et les dettes résultant de leurs échanges avec certains autres pays sont précisés dans l'art. 1^{er} du décret du 3 décembre 1931 pris par le Gouvernement français et publié au *Journal Officiel* du 4 décembre 1931.

« Art. 1^{er}. — Afin de sauvegarder les intérêts des exportateurs français dans les pays qui ont établi un régime de contrôle des devises, seront subordonnées, en tout ou en partie, à la délivrance d'autorisation, les importations originaires ou en provenance de pays où les contrôles des devises sont établis dans des conditions de nature à entraver le règlement des créances françaises ».

Ainsi donc, il faut protéger les exportateurs français contre les mesures de contrôle des devises prises par certains pays étrangers et qui empêchent de rapatrier leurs créances. Il est en effet inadmissible que nous laissions entrer librement les produits des pays qui nous ferment leurs frontières ou qui, tout au moins, s'ils acceptent l'entrée de nos marchandises, refusent d'en laisser régler le prix.

A la suite de ce décret, un arrêté interministériel du 15 février 1932 charge la Chambre de Commerce de Paris d'organiser et de surveiller l'Office de compensation qui doit appliquer les divers accords passés à ce sujet avec certains pays.

Le fonctionnement de la compensation est basé sur le principe suivant : réserver les sommes dues par les importateurs français au règlement des créances sur l'étranger des exportateurs français.

Pour cela, les importateurs français sont obligés de régler leurs dettes vis-à-vis de l'étranger entre les mains de l'Office français, faute de quoi, les autorisations d'importations prévues par le décret du 3 décembre 1931 leur seraient refusées par l'Office qui est chargé de les accorder. L'Office est, à son tour, chargé de régler les créances des exportateurs français sur les mêmes pays.

La compensation ainsi établie n'est pas un principe nouveau de règlement ; elle existe déjà dans le droit romain, dans le droit français où elle trouve de nombreuses applications, surtout en droit commercial. Le compte courant et les *clearing houses* sont basés sur elle. Elle a été utilisée dans les derniers traités de paix pour liquider les opérations entre ressortissants des pays ex-ennemis dont le règlement était suspendu par la guerre. Enfin, récemment, les Offices de compensations ont été chargés d'appliquer ce principe au règlement des échanges entre certains pays.

La compensation a donné lieu à de nombreuses critiques. On lui a reproché de supprimer la liberté du commerce et de favoriser l'intervention de l'Etat dans l'économie privée. Mais les résultats, au bout de quelques mois de fonctionnement, permettent de voir que son

rôle est extrêmement heureux et qu'elle répond aux espoirs que l'on fondait sur elle puisque les échanges internationaux ont pu être maintenus sinon améliorés et qu'un chiffre important de créances sur l'étranger a pu être réglé.

Il est vrai cependant qu'il y a des retards dans le règlement de certaines créances, retards du reste inévitables, dont l'Office a essayé de réduire les inconvénients en organisant la mobilisation des créances. C'est une grande amélioration au sort des exportateurs, malheureusement insuffisante, si bien que, à côté de la compensation officielle, ils doivent avoir recours à la compensation privée.

Ces résultats heureux du clearing appliqué au règlement des créances et des dettes résultant des échanges internationaux, ne doivent cependant pas faire perdre de vue que ces organismes, extrêmement souples du reste, doivent encore évoluer. Certains voudraient qu'ils se transforment dans le sens d'une organisation internationale de la compensation en laquelle ils voient la possibilité du rétablissement de l'activité du commerce extérieur, ils espèrent même pouvoir supprimer le rôle de la monnaie dans les échanges internationaux.

Cette ambition paraît bien téméraire. Dans certains cas, comme dans les relations de la France avec l'Allemagne et avec l'Autriche, l'évolution des offices permet le libre règlement des créances et des dettes commerciales. Elle constitue une amélioration très grande puisqu'elle aboutit à supprimer les interdictions de paiement à l'étranger.

Le commerce international étant ainsi redevenu possible, le jour où toutes les interdictions ou limitations

des paiements extérieurs auront été supprimées, les offices de compensation auront rempli leur rôle, ils pourront et devront disparaître.

Il semble en effet inexact de voir dans la compensation la solution de l'avenir pour le règlement des échanges, il y a pour cela un vieux moyen : l'emploi de la monnaie et de l'or au libre usage desquels souhaitons bientôt revenir !

CHAPITRE PREMIER

LES CIRCONSTANCES ÉCONOMIQUES QUI ONT PRÉCÉDÉ LA CRÉATION DE L'OFFICE DE COMPENSATION

La crise

De tout temps, il y eut des crises économiques, c'est-à-dire des ruptures d'équilibre. Cependant, la crise actuelle se caractérise par le fait qu'elle est à la fois, crise mondiale, crise de surproduction, crise financière et crise monétaire.

La surproduction n'est pas une chose brutale. Le déséquilibre entre la production et la consommation a commencé dès la guerre de 1914-1918. Si, sous un régime normal de libre concurrence, les mouvements des prix permettent à la production de s'adapter à la consommation, ce régime fut aboli par la guerre ; il fallut alimenter les belligérants dont les besoins étaient pour ainsi dire sans limites et dont la production était ralentie, ensuite, il fallut réparer les pertes de la guerre qui étaient telles que la production semblait ne devoir être jamais

suffisante pour les combler. Des organismes de production se fondèrent dans le monde entier, tous les pays s'organisèrent pour produire tant au point de vue agricole qu'au point de vue industriel. Le prix de revient importe peu, tout le monde veut produire sans s'inquiéter d'organiser les débouchés. Cependant une économie ne peut vivre de pertes, il faut que le prix de vente soit supérieur ou au moins égal au prix de revient, sinon, il y a perte ; ce qui tend à se produire dans une économie à production croissante, où le mouvement des prix est forcément dirigé vers la baisse, car, les produits s'échangeant finalement contre les produits — la monnaie n'étant qu'un intermédiaire — l'augmentation de leur quantité entraîne la baisse de leur prix.

Cette baisse des prix fut longtemps freinée artificiellement par l'inflation des crédits et des devises. L'octroi de crédits accroissant la rapidité de la circulation de la monnaie entraîne l'augmentation du pouvoir d'achat. L'inflation des monnaies augmente la valeur nominale des marchandises¹.

1. Voir, AFTALION, *Les crises périodiques de surproduction*, 1913, 2 vol., Rivière ; *Monnaie et industrie, les grands problèmes de l'heure présente*, Sirey, 1929 ; *Cours de statistique*, Recueilli et rédigé par Jean Lhomme et Jean Priou, 3^e édit., 1931, Les Presses universitaires de France ; *Monnaie, prix et change, expériences récentes et théorie*, Sirey, 1927.

PIROU, *Doctrines sociales et Science économique*, Sirey, 1929 ; *La crise du capitalisme*, Sirey, 1934.

RIST, *Cours d'Economie politique*, (Doctorat, 1931-32).

Le cours et les phases de la dépression économique mondiale publié en 1931 par le secrétariat de la S.D.N. sous la direction de M. OHLIM.

Statistique générale de la France.

La Circulation Internationale des capitaux, Rapport de M. Germain-Martin à la Conférence Parlementaire Internationale du Commerce à Prague (Mai 1931).

La crise économique mondiale, exposé de M. Julien Durand et discussion devant le Comité Parlementaire Français du Commerce, Paris, 1931.

Le problème des règlements internationaux, M. Maurice Palmade, Paris, 1932.

La conférence Economique mondiale, exposé de M. Pierre-Etienne Flandin et discussion devant le Comité Parlementaire Français du Commerce (Séances des 16 février, 2 et 9 mars 1933).

Ce qui caractérise la période d'après guerre, c'est l'énorme inflation de crédits de toutes sortes — à long et à court terme — qui sont accordés par les Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci, d'emprunteurs qu'ils étaient avant guerre, sont devenus les prêteurs du monde. Ce renversement de la position américaine date de la guerre. Pendant celle-ci, ils fournissent aux belligérants puis à leurs alliés des produits de toutes sortes sans que ce courant d'exportations soit compensé par l'importation de marchandises d'Europe que celle-ci, prise par la guerre, est incapable de lui fournir.

La contrepartie est faite d'abord par l'annulation des créances que l'Europe possède sur l'Amérique et la cession de celles qu'elle possède sur le reste du monde, puis par la création de créances des Etats-Unis sur l'Europe. Le paiement des réparations et des dettes interralliées, l'exode des capitaux qui cherchent dans le dollar un refuge que ne lui donne aucune autre monnaie, accentue encore le mouvement des capitaux vers les Etats-Unis. Ceux-ci, par des mesures douanières féroces, empêchent leurs débiteurs de s'acquitter en marchandises, ils doivent le faire en envoyant leur or en Amérique ; — de 1925 à 1928 les stocks d'or des banques fédérales de réserve passent de 2451 millions de \$ à 3985 millions de \$, s'accroissant de 1500 millions de \$ soit 37, 5 milliards de francs. — Ces transferts d'or n'étant pas suffisants, les débiteurs doivent solliciter de nouveaux crédits ; il se produit un circuit ininterrompu de capitaux, l'Europe augmente sans cesse sa dette envers les Etats-Unis, lui empruntant les sommes nécessaires au paiement des arrérages et au remboursement de sa dette ancienne.

A cette masse de capitaux s'ajoutent des crédits à

court terme. De 1921 à 1928, en moins de 8 ans, le total des capitaux dont disposent les banques américaines, passe de 29 à 44 milliards de dollars, s'accroissant ainsi de plus de 14 milliards de dollars, soit plus de 350 milliards de francs.

Il faut placer coûte que coûte ces capitaux. Ils trouvent pour partie un emploi aux Etats-Unis même, dont tous les producteurs sont incités à améliorer leur outillage et à augmenter leurs investissements, partant, à accroître leurs possibilités de production. Le marché américain ne peut cependant absorber tous ces capitaux, il faut en prêter à l'étranger : 1700 millions de \$ sont placés au Canada — 2.200 millions de \$ en Amérique du Sud — 800 millions de \$ en Extrême-Orient — 3 milliards en Europe, principalement en Allemagne. La production trouve ainsi sans cesse un stimulant nouveau.

Les facilités (paiement à terme, vente à crédit) accordées aux consommateurs eux-mêmes permettent à la consommation d'absorber une plus grande quantité de produits. Les investissements nouveaux utilisent des quantités énormes d'outillage et de matières premières. La prospérité semble générale, dans l'économie nouvelle, il ne paraît plus y avoir de place pour les crises ; c'est ce qu'enseignent les économistes américains ; elles seront remplacées, disent-ils, par un ralentissement momentané de l'activité économique et un réajustement des bénéfices. Si l'activité de l'économie mondiale a été jusqu'à présent représentée graphiquement par une sinusoïde, elle le sera dorénavant par une droite de longue durée, orientée vers la hausse, avec tout au plus de légers paliers et de petites variations dans l'inclinaison de cette droite, qui remplaceront les anciennes dépressions.

La prospérité favorise les mouvements internationaux des capitaux à la recherche des placements rémunérateurs. En 1928, le boom qui se produit à la Bourse de New-York attire tous les capitaux. C'est une véritable ruée vers cette place. Les pays habituellement emprunteurs trouvent plus difficilement les crédits dont ils ont besoin, ils sont obligés de les payer plus cher.

Cependant, les investissements nouveaux, la rationalisation qui apparaît dans tous les pays mais surtout aux Etats-Unis et en Allemagne augmentent la production. Celle-ci croît plus vite que la consommation ; les stocks de matières premières et de produits fabriqués gonflent. L'octroi de crédits et l'augmentation des signes monétaires ne suffisent plus pour arrêter la baisse des prix. En réalité, la baisse des prix or commence dès 1925. L'indice des prix mondiaux donné par le « Bureau of Labor Statistics » montre les variations suivantes :

1909	96, 8
1913	100
1920	221, 2
1925	148, 3
1929	138, 3
1931	102, 0

Des organismes qui, au début, étaient rentables deviennent déficitaires.

Pour payer les intérêts et l'amortissement annuel des obligations contractées pendant la période de prospérité, certains pays doivent réduire leurs demandes de marchandises. Le déficit de la balance de leurs comptes n'étant plus comblé par l'obtention de nouveaux crédits, ils sont obligés, pour éviter d'exporter leur or, d'adapter

leur balance commerciale à ce nouvel état de choses ; ils doivent exporter de plus en plus, à n'importe quel prix, même au-dessous du prix de revient. La baisse générale des prix des produits s'en suit, les courants commerciaux anciens sont détournés. Il y a arrêt de la consommation des produits mal distribués.

C'est parce que la production a été trop forte que la hausse du taux du crédit devient catastrophique pour l'industrie dont les prix de revient trop élevés ne peuvent s'adapter aux prix de vente en baisse.

Le fait brutal qui rend évident le début de la crise, c'est la débâcle du Stock Exchange de New-York en octobre 1929. La spéculation fait monter le taux des valeurs à des prix invraisemblables. Les revenus diminuant, on emprunte sur les titres pour maintenir son pouvoir de consommation. En octobre 1929, il y a plus de 8 milliards de dollars de prêts aux Brokers ; comme les titres baissent de 40 % presque du jour au lendemain, il faut rembourser immédiatement ces sommes et liquider les titres dont beaucoup perdent ainsi près de 75 %. On estime à plus de 8 milliards de \$ soit 200 milliards de francs, les remboursements qui furent demandés aux banques. Les capitaux en circulation étaient diminués d'autant. Avec la cascade des crédits échafaudés sur ces capitaux et qui sont détruits, le pouvoir d'achat du monde est considérablement réduit. La consommation se restreint, il n'y a plus d'investissements nouveaux. La crise qui commence par la débâcle boursière de New-York va se répandre dans le monde et se précipiter.

Les demandes de remboursement des crédits à court terme qui avaient été consentis pendant la période de prospérité et dont beaucoup avaient été investis dans des

immobilisations à long terme, ébranlent le crédit des pays emprunteurs qui voient le poids de leurs dettes augmenter par suite de la baisse générale des prix.

La baisse des prix, qui porte surtout sur les produits de base, ébranle le crédit des pays exportateurs de matières premières qui voient la valeur de leurs exportations tomber à un niveau de plus en plus bas. La balance générale des comptes de ces pays devient dangereusement déficitaire, certains doivent abandonner l'étalon or ; c'est ce que font l'Argentine, le Brésil, l'Australie à la fin de 1929 et au début de 1930.

Le prix des capitaux à long et à court terme s'élève. Les réserves d'or diminuent dans presque tous les pays. L'or se réfugie dans les instituts d'émission des pays à économie saine qui cependant ne font rien pour l'attirer et baissent le taux de leur escompte. Une crise formidable de confiance déferle sur le monde. Les retraits massifs de capitaux provoquent la fermeture de nombreuses banques. En avril 1931 se produit en Autriche de krach du Crédit Anstalt. L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie sont incapables de rembourser les crédits à court terme qui leur avaient été consentis. Le 13 juillet 1931, l'Allemagne met l'embargo sur l'or et déclare gelés les crédits étrangers.

A Londres même, la grande place d'acceptation, le retrait des capitaux à long et à court terme oblige en septembre 1931 la Grande-Bretagne à abandonner la convertibilité de la livre sterling en or. Cette chute entraîne l'abandon de l'étalon or par les trois pays scandinaves — Danemark, Suède, Norvège — dont les monnaies étaient basées sur l'or au travers de la livre sterling par le moyen du Gold Exchange Standard.

La Finlande, le Japon, sont obligés de prendre les mêmes mesures. L'œuvre de reconstruction monétaire si péniblement entreprise depuis la guerre est en grande partie détruite.

Les pays dont la balance des comptes est en déficit essaient de combler celui-ci en améliorant la balance de leur commerce extérieur. Ils réglementent et restreignent leurs importations, cherchent à stimuler par tous les moyens possibles leurs exportations, provoquant des mesures de défense des autres pays qui ferment leurs frontières aux importations de produits étrangers. Les échanges internationaux, désaxés par la guerre et en partie rétablis par la suite, sont à nouveau interrompus.

Les mesures de défense monétaire

Ce sont les circonstances économiques, par les menaces de dévalorisation qu'elles faisaient peser sur les monnaies, qui ont contraint certains pays à restreindre le commerce des devises.

En Europe centrale, l'impossibilité des paiements extérieurs aussitôt constatée, des mesures de contrôle des devises nationales et des monnaies étrangères sont prises. Leur fourniture ne peut être obtenue qu'à la Banque d'émission. Le commerce extérieur est ainsi étroitement contrôlé puisqu'aucun paiement ne peut être effectué à l'étranger sans l'assentiment de la banque nationale.

La dépression et le chômage qui résultent de la

diminution du commerce international, accroissent les dépenses publiques et diminuent les revenus de nombreux Etats. Ces difficultés financières ébranlent le crédit des pays qui auraient le plus besoin de capitaux étrangers ; les sentiments d'instabilité et d'insécurité qui en résultent, provoquent l'exode des capitaux de ces pays vers ceux qui semblent plus sûrs et qui cependant n'en ont que faire. Les pays dont les monnaies sont menacées doivent eux aussi réserver leur stock d'or et de devises appréciées au paiement des marchandises indispensables à leur vie nationale. Ils sont obligés de prendre des mesures de défense et de contrôle monétaire.

Enfin, d'autres pays, dont l'exemple le plus récent est celui des Etats-Unis, abandonnent volontairement l'étalon or quoique ils n'y soient pas contraints par les circonstances économiques. Ils veulent alléger le poids des dettes que supportent les producteurs en augmentant facticement la valeur nominale des produits. Les uns espèrent ainsi stimuler la consommation, les autres favoriser les exportations par la baisse des prix or chez eux.

De tous côtés, nous voyons, sous l'empire des circonstances, les Etats prendre des mesures de défense monétaire. Voici la liste des principaux d'entre eux avec les dates auxquelles ils ont abandonné l'étalon or ou contrôlé les devises.

	Suspension Officielle de l'Etalon or	Contrôle officiel des devises
Afrique du Sud	28-12-32	
Allemagne		13- 7-31
Argentine	16-12-29	10-10-31
Australie	17-12-29	
Autriche	5- 4-33	9-10-31
Bolivie	25- 9-31	3-10-31
Brésil		18- 5-31
Bulgarie		15-10-31
Canada	19-10-31	
Chili	20- 4-32	30- 7-31
Colombie	21- 9-31	21- 9-31
Danemark	29- 9-31	18-11-31
Egypte	26- 9-31	
Espagne		18- 5-31
Etats-Unis	6- 3-33	6- 3-33
Grèce	26- 4-32	28- 9-31
Hongrie		17- 7-31
Inde	21- 9-31	
Japon	13-12-31	1- 7-32
Norvège	29- 9-31	
Pérou	18- 5-32	
Roumanie		17- 5-32
Royaume-Uni	21- 9-31	
Tchécoslovaquie		26- 9-31
Uruguay	1-12-29	7- 9-31
Yougoslavie		7-10-31

(*Bulletin quotidien* du 30-6-1933).

Parmi les grands Etats, seuls : la Belgique, la France, l'Italie, la Lithuanie, les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse, ont conservé intégralement le régime de l'étalon or et la liberté du commerce des devises. La plupart d'entre eux ont déjà procédé antérieurement à la dévalorisation de leur monnaie, la triste expérience qu'ils ont des moments pénibles qu'elle leur a causés leur font écarter une nouvelle expérience.

Les mesures de défense économique, très diverses selon les pays, peuvent cependant se rattacher à trois types principaux :

- abandon de l'étalon-or,
- mesures douanières restreignant les importations étrangères.
- contrôle des devises et restrictions monétaires.

L'abandon de l'étalon or supprime la stabilité et la sécurité dans les relations internationales. Il n'y a plus de monnaie certaine sur laquelle puissent se baser les échanges. L'élévation des barrières douanières et les contingentements paralysent ou suppriment le commerce international. Ces deux sortes de mesures sont donc extrêmement préjudiciables à l'économie mondiale ; elles n'ont cependant pas eu d'influence directe sur la création des Offices de compensation car elles n'empêchent pas le paiement des créances étrangères et ne déchirent pas ouvertement les contrats antérieurs librement consentis.

Il n'en est pas de même des mesures de contrôle des devises et de restrictions monétaires qui sont celles dont parle l'art. 1^{er} du décret du 3 décembre 1931. Nous avons vu sous l'empire de quelles circonstances ces mesures ont été prises. Quelles sont-elles ?

Un premier groupe de mesures a pour résultat de contrôler ou d'interdire le commerce des devises. Les principales d'entre elles sont :

a) Le contrôle de la vente des devises étrangères, réservée à la banque centrale. Le règlement des créanciers étrangers ne peut plus être effectué en monnaies étrangères sans l'autorisation de la banque centrale qui réserve son stock de devises appréciées pour le règlement des achats indispensables à la vie du pays.

b) L'achat des devises étrangères par l'Etat ou par la banque centrale. Cette mesure est le complément de la première, l'Etat cherche à s'assurer le stock le plus important possible de devises étrangères.

c) L'interdiction d'exporter les devises nationales, l'interdiction d'exporter des devises étrangères, l'embargo sur l'or. Comme la première, ces mesures suppriment la liberté du commerce avec l'étranger puisque aucun paiement ne peut plus être effectué. Elles empêchent de plus l'exode des capitaux qui sans cela iraient se réfugier dans les pays à économie saine.

Un second groupe de mesures organise le moratoire des transferts, il comprend :

a) L'interdiction de payer les créanciers étrangers autrement qu'en comptes bloqués. Les créances ne sont pas contestées, mais le droit d'en disposer est retiré aux créanciers qui ne peuvent plus en rapatrier le montant.

b) Le moratoire du service de la dette publique.

c) Le moratoire applicable aux dettes extérieures commerciales.

Il est sans intérêt d'examiner en détail la réglementation établie par chaque pays pour la défense de sa monnaie ; elle varie du reste continuellement. Que ce

soit des mesures de contrôle du commerce des devises ou d'organisation du moratoire des transferts, elles créent, celles-ci directement, celles-là indirectement, un régime d'exception pour les étrangers qui ne peuvent plus ni faire librement leur commerce, ni exercer leurs droits régulièrement acquis par des contrats antérieurs à cette réglementation.

Ces mesures semblent contraires au droit international. En principe, on admet généralement : que les étrangers doivent jouir des mêmes droits essentiels que les nationaux ; que, sous réserve des règlements douaniers, ils doivent avoir la liberté de faire toutes opérations commerciales ; que les lois et les règlements ne peuvent gêner ou suspendre l'exercice de droits antérieurs acquis par des contrats librement consentis.

Ces mesures extraordinaires ne sont-elles pas contraires à l'intérêt des pays qui les prennent ? Elles amènent des mesures de défense et de rétorsion de la part des autres pays qui, à leur tour, ferment leurs frontières aux produits en provenance des pays qui menacent la saine harmonie de leur économie.

Le moratoire, plus ou moins officiel des paiements, porte un coup terrible au crédit des pays qui le décrètent. L'exemple des nations sud-américaines est probant. Elles ne trouvent plus à emprunter parce que leur réputation de mauvais payeurs est trop bien établie.

CHAPITRE II

LES PROCÉDÉS DE LUTTE CONTRE LES MESURES MONÉTAIRES PRISES A L'ÉTRANGER

Le contrôle des devises et le moratoire des transferts décrétés par certains pays obligent les autres à défendre leur économie menacée. Leur situation pourrait s'en trouver gravement troublée ; la plupart des prêts qu'ils ont consentis aux autres pays sont bloqués et leurs arrérages ne sont plus payés, les placements de leurs nationaux à l'étranger sont menacés, les frontières sont fermées à l'entrée de leurs produits, leur marché est inondé de produits étrangers. Les gouvernements ne peuvent rester indifférents devant de telles atteintes aux droits de leurs nationaux. S'ils ne réagissaient pas, ils iraient droit à la ruine ; continuant à remplir exactement leurs obligations, leurs devises et leur or disparaîtraient vite puisque leurs débiteurs ne leur font plus aucun paiement. Des mesures de défense et de rétorsion s'imposent. Elles ne seront du reste pas seulement prises par les gouvernements ; les personnes privées dont les intérêts sont menacés réagissent elles-mêmes, plus vite peut-être et presque automatiquement.

1. Les campagnes en faveur de l'économie fermée

La première réaction n'est pas une mesure gouvernementale mais un réflexe de l'opinion publique. Dans de nombreux pays s'ouvrent de véritables campagnes xénophobes, contre l'achat de marchandises étrangères, en faveur de produits nationaux.

Pour augmenter la consommation des produits nationaux, venir à l'aide de l'industrie et diminuer le chômage, c'est un véritable boycottage des produits étrangers. Puisque l'étranger n'achète plus de produits nationaux, ou ne paye plus ceux qu'il achète, il ne faut plus utiliser ses produits, il faut consommer uniquement les produits nationaux. Sans cela, le déficit de la balance commerciale entraînerait celui de la balance des comptes déjà fortement ébranlée par les moratoires étrangers qui empêchent de rapatrier sa partie positive immobilisée à l'étranger.

La campagne « buy british » est la plus caractéristique de celles-ci. C'est la première et la plus importante. Menée en Grande-Bretagne, à l'instigation de *l'Empire Marketing Board*, commencée en novembre 1931, elle a un succès inouï. Dotée de moyens financiers puissants, elle emploie tous les procédés de propagande. Le Gouvernement anglais lui donne son appui officiel, le Prince de Galles, le Duc de Connaught parlent en sa faveur et prèchent d'exemple. Le mot d'ordre « *keep your money at home* » est rigoureusement suivi.

En France, c'est la campagne « *achetez français* »

et la propagande en faveur de l'achat des produits de la marque « Unis France » apposée sur les marchandises françaises. Mais elle a beaucoup moins de succès que la campagne britannique, elle dispose de moyens moins importants, le Ministre du Commerce et les Chambres de Commerce l'encouragent bien mais ne font pas de campagne en sa faveur, enfin, le public est beaucoup moins docile et n'aime pas beaucoup changer ses habitudes anciennes.

En Allemagne, c'est la campagne « *Kauft deutsche Waren* », en Suisse, en Italie, partout, on trouve la même propagande en faveur de l'économie fermée.

Ces campagnes augmentent les difficultés qui arrêtent les échanges internationaux. La lutte économique qui en résulte entre les nations appelle d'autres violences. Si elles sont le résultat d'un geste bien compréhensible de mauvaise humeur et du désir bien légitime de favoriser les nationaux, elles amènent les pays à vivre repliés sur eux-mêmes en économie fermée, ce qui représente un incontestable recul sur la situation antérieure.

N'achetant pas à l'étranger, une nation ne peut prétendre à lui vendre, celui-là, en effet : ou par représailles prendra les mêmes mesures, ou, s'il ne réagit pas directement, sera quand même forcé de suspendre ses achats puisque — nous l'avons vu, les produits s'échangent toujours contre les produits, — il ne pourra plus trouver de contre partie à ses importations qu'en exportant son or.

Nous sommes ainsi amenés à examiner la situation dans laquelle se trouve le commerce international à la suite de la crise et des mesures qu'elle a causées.

Importance du commerce international.

Il serait vain d'exposer ici les célèbres querelles doctrinales qui opposent les partisans du libre échange et les partisans de la protection.

Tout le monde reconnaît la nécessité pour un pays d'exporter. Il doit chercher à écouler sa production sur le marché le plus vaste possible. De nombreuses industries ne pourraient vivre, certaines productions ne pourraient s'organiser si elles n'avaient d'autres débouchés que le marché intérieur trop étroit. Certaines marchandises ne peuvent être produites dans des conditions normales que si elles le sont en grandes quantités. Les immobilisations énormes nécessitées par certaines productions ne peuvent être amorties que si la consommation en est suffisante pour faire circuler rapidement les fonds de roulement afin de répartir les frais généraux sur un chiffre d'affaires plus élevé.

S'il est nécessaire d'exporter, il ne l'est pas moins d'importer. Non seulement, il faut importer pour exporter, mais encore, un pays ne peut se passer de la production étrangère. Il y a de nombreuses matières qui ne se trouvent pas sur son sol, de nombreux produits qui lui manquent. L'examen des statistiques douanières des différents pays montre que les échanges internationaux comprennent beaucoup moins de produits fabriqués que de matières premières nécessaires à l'industrie et de produits de grande consommation. En France, pour l'année 1933, nous avons importé sur un total de 28.425.410.000 francs, 4.977.469.000 francs d'objets fabriqués contre 13.846.486.000 francs de matières

nécessaires à l'industrie et 9.601.455.000 francs d'objets d'alimentation.

C'est avec ses exportations qu'un pays paye ses importations et, quoique la balance n'en soit pas automatique, elles sont cependant solidaires les unes des autres. La solidarité très étroite de toutes les branches de la production nationale, commerce, industrie, agriculture, unit aussi les importations et les exportations qui sont les deux parties d'un tout : le commerce extérieur. On ne saurait restreindre les unes sans nuire aux autres.

Le commerce international favorise la libre division du travail entre les peuples qui peuvent ainsi produire dans les meilleures conditions possibles, au prix de revient le plus bas ¹.

Cette division du travail entre les peuples et la spécialisation des productions qui en résulte est la condition essentielle du progrès économique. Grâce à l'échange, chaque pays peut en profiter. Elle permet d'abaisser sans cesse le prix de revient des produits, partant, le prix de vente et le coût de la vie. Elle est donc favorable à la fois aux consommateurs et aux producteurs, c'est-à-dire à tout le monde. Aux consommateurs dont la capacité d'achat est accrue par la baisse des prix des marchandises. Aux producteurs puisqu'ils peuvent se procurer à meilleur compte les matières premières et l'outillage dont ils ont besoin, leurs débouchés s'accroissent de l'extension du marché qui, de national, devient mondial et, du fait que leur clientèle a un pouvoir d'achat plus grand. L'activité économique générale s'en trouve stimulée ².

Le commerce international fait vivre de nombreuses

1. Voir Perreau, *Cours d'Economie Politique*, t. 1 et 2.

2. Voir Statistiques publiées dans le *Bulletin Mensuel* de la B.N.C.I.

personnes. Il augmente la richesse des pays. Sans parler des importateurs et des exportateurs qui trouvent une source importante de bénéfices dans la circulation des marchandises entre les pays et qui font vivre de nombreuses personnes, il est une industrie, celle des transports par terre, par mer et par air qui vit, en grande partie, des échanges entre les nations.

Enfin, le commerce international a un gros intérêt fiscal et budgétaire. Les impôts perçus par les Etats à l'occasion des mouvements de marchandises entre les nations sont une source importante de revenus pour leur budget. La circulation internationale des marchandises est facile à suivre et à taxer. Les Etats devraient donc la favoriser le plus possible puisque son ralentissement creuse immédiatement un trou énorme et difficile à combler dans leur budget.

Cependant, malgré les avantages du commerce international, il existe de nombreux partisans de l'économie fermée. A la conception du pays spécialisé, ils opposent la conception de la nation normale prônée par Carey, List, dont toutes les branches de l'activité sont harmonieusement développées.

Un pays que ne protégerait aucune barrière douanière risquerait d'être envahi par les produits étrangers. Il ne faut pas, pour acheter moins cher certains produits, risquer de ruiner certaines branches de l'activité nationale. Il faut protéger la main-d'œuvre, tenir compte des nécessités de la défense nationale, protéger la création et le développement de certaines industries-clefs, pour assurer l'indépendance économique et politique des Etats.

Depuis quelque temps, on assiste à la recrudescence

et à l'exagération des théories favorables à l'économie fermée. Les difficultés des relations économiques internationales, la nécessité de défendre le marché intérieur et les producteurs contre les conséquences de la crise, ont conduit de nombreux économistes à préconiser le repliement des pays sur eux-mêmes et la vie en autarchie. C'est à quoi tendent les campagnes que nous avons précédemment étudiées.

Cette doctrine impériale a beaucoup de succès. Nous ne parlerons pas de la Russie qui, par suite des bouleversements politiques qu'elle traverse, est en partie isolée, ni des Etats-Unis d'Amérique qui, depuis la guerre, essaient de réaliser le paradoxe de vendre au monde entier sans rien lui acheter. De tous côtés, on voit des essais d'organisation d'économie fermée : en Italie où Mussolini enterrait il y a peu de temps l'économie libre ; en Grande-Bretagne où la conférence d'Ottawa resserrait encore les liens économiques de la politique impériale ; en France même où certains prônent la pratique d'une politique d'isolement avec les colonies.

La politique de l'autarchie économique est-elle pratiquement réalisable ? Si elle l'était, ce serait dans un pays comme la France, pays qui se rapproche le plus de la nation harmonieusement développée chère à List, et dont l'empire colonial est un des plus importants et dispersé sous tous les climats et sous toutes les latitudes. Cependant, la France est dans la nécessité absolue d'importer des matières premières nécessaires à son industrie et des produits d'alimentation pour une valeur d'environ 20 à 30 milliards par an.

Voici le tableau des importations de ces produits pour les années 1932 et 1933 :

	1933	1932
Objets d'alimentation	9.601.455.000	10.979.163.000
Matières nécessaires à l'industrie	13.846.486.000	13.222.319.000

Quoique la valeur des marchandises venues des colonies ou protectorats représente en 1933 — 6.724.500.000 de francs contre 21.701.000.000 de francs en provenance des pays étrangers, soit approximativement 24 % des importations totales et qu'elles aient augmenté, par rapport à l'année précédente de 501 millions, alors que celles des pays étrangers baissaient de 1.884 millions, le tableau suivant, qui donne la liste de quelques-uns de ces articles en indiquant pour chacun d'eux la part respective des pays étrangers et de nos colonies dans les importations françaises en 1932, montre que, sauf pour quelques rares produits (riz et cacao), l'économie française ne saurait se passer des produits étrangers.

	<u>Pays étrangers</u>	<u>Colonies</u>
Houille	1.481.336.000	21.951.000
Huiles minérales et essences	872.955.000	26.000
Peaux	320.143.000	30.229.000
Laine	1.117.716.000	9.603.000
Soie	157.454.000	2.146.000
Lin (dumping russe)	118.663.000	
Coton	997.623.000	9.953.000
Caoutchouc	86.456.000	8.342.000
Bois communs	275.786.000	55.363.000
Bois exotiques	23.461.000	15.694.000
Cuivre	280.630.000	1.991.000
Café	536.350.000	95.192.000
Cacao	18.729.000	50.434.000
Riz	27.888.000	191.552.000

D'autre part, la France a besoin de la clientèle étrangère pour écouler ses produits manufacturés qui sont surtout des objets de luxe et pour lesquels le marché intérieur est déjà saturé.

Voici le tableau des exportations des produits manufacturés pour les années 1933 et 1932 :

	1933	1932
Objets fabriqués	11.174.674.000	12.231.695.000

La liste des principaux d'entre eux pour l'année 1932 est la suivante :

Produits des industries chimiques..	1.801.445.000
Produits des industries mécaniques	2.551.564.000
(dont voitures automobiles)	548.699.000
Fils et tissus	3.388.894.000
Objets d'habillement	384.080.000
(dont lingerie, articles confectionnés)	191.717.000
Peaux préparées	254.047.000
Ouvrages en peau ou cuir	125.927.000
Horlogerie	38.550.000
Verres et cristaux	142.490.000
Papiers	315.812.000

Par l'exemple de la France, nous voyons qu'il est bien difficile à un pays, sinon impossible, de vivre en économie fermée, sans faire d'échanges avec l'étranger. D'autre part, quand on voit l'importance du rôle joué par le commerce extérieur dans l'économie des différents peuples, on se demande si le remède à la crise n'est pas dans le développement des échanges internationaux.

Etat actuel du commerce international.

Nous avons vu qu'une des conséquences de la crise mondiale — peut-être la plus importante — est le ralentissement des échanges.

Le « *Statistisches Jarbüch für das Deütsche Reich* » indique les chiffres suivants (calculés sur la base des prix de 1913) pour le volume du commerce international mondial :

1909	746,6
1913	974,5
1920	797,1
1925	1100,5
1929	1251,2
1931	980,7

(en milliards de francs).

Depuis, les chiffres ont encore diminué comme nous le montrent les tableaux suivants.

La balance générale des comptes de presque tous les pays est plus ou moins menacée. Pour certains pays, parce que la charge des emprunts qu'ils ont contractés pendant la période de facilité est devenue trop lourde et qu'ils ne peuvent plus y faire face par des emprunts nouveaux. Pour les autres pays, parce que la défaillance de leurs débiteurs les prive de rentrées importantes de capitaux sur lesquelles ils pouvaient normalement compter.

De nombreuses perturbations qui troublent l'harmonie de l'économie générale sont la conséquence de cet état de fait. Par toutes les mesures possibles, les pays doivent,

sous peine de ruine, équilibrer, coûte que coûte, la balance générale de leurs comptes.

Nous avons étudié les mesures de défenses monétaires qui ont été prises, mais la plupart des pays ont essayé d'agir sur un élément de la balance générale des comptes, la balance du commerce. Ils ont restreint l'entrée des marchandises étrangères par l'élévation de leurs barrières douanières, l'interdiction de l'entrée de certains produits, les contingentements... et essayé de développer leurs exportations par un dumping plus ou moins déguisé, ce qui a forcément conduit les autres pays à prendre les mêmes mesures d'exhaussement de leurs barrières douanières¹.

Les pays qui ont abandonné l'étalon-or et dont la monnaie est dépréciée trouvent dans cette dépréciation même un stimulant énergique de leurs exportations. Les autres nations doivent se protéger, contre l'invasion de leur marché par les produits venant des pays à change déprécié, en élevant leurs barrières douanières et en instituant des surtaxes compensatrices de change. Ces barrières ne sont pas cependant suffisantes puisque la part du commerce international revenant aux Etats qui ont déprécié leur monnaie est passée de 50 % en fin 1932, à 64 % en avril 1933.

De tous côtés, donc, l'élévation des barrières douanières entrave la circulation des marchandises. L'arrêt des transactions qui en résulte est la suite logique des mesures de défense monétaire et des moratoires de

1. Voir dans « *Comité Parlementaire du commerce, La politique commerciale de la France à l'Etranger*, — séances des 9-16 et 23 novembre 1933, exposé de M. Julien Durand et interventions de MM. Etienne Fougère, R.P. Duchemin, Henry de Jouvenel et Henri Michel et *Le Bulletin Mensuel de la B.N.C.I.* articles de M. Roger Picard, — particulièrement celui de juillet 1933, « *L'Isolement économique* ».

paiement comme ceux-ci ont été la conséquence inévitable de la crise.

A ces causes d'arrêt des transactions internationales, s'ajoute la disparition de certains marchés comme ceux de la Russie et de l'Asie qui, depuis la guerre, n'achètent plus beaucoup.

Devant la difficulté qu'ils éprouvent à écouler leurs marchandises, les producteurs essaient de vendre à n'importe quel prix, même au-dessous du prix de revient, mais ils ne peuvent continuer longtemps cette politique. La ruine ferme les usines, il en résulte un chômage à peu près général qui restreint encore la puissance d'absorption du marché.

Fin 1929, il y a 8 millions de chômeurs complets

— 1930	— 15	—	—	—
— 1931	— 22	—	—	—
— 1932	— 30	—	—	—

Le commerce international est encore gêné par l'instabilité des monnaies et des prix mondiaux. Les contrats internationaux étaient à peu près tous libellés en Livres sterling, en Dollars, ou en Francs français. La dépréciation des deux premières monnaies a enlevé toutes sécurités aux opérations basées sur elles. Les prix sont faussés par suite de la baisse des monnaies par rapport à l'or et au dumping (primes à la production ou à l'exportation, suppression de charges fiscales, liquidation à perte des stocks...).

Toutes ces causes, barrières douanières, suppression de certains marchés, disparition de monnaies stables d'échange, désaxage des prix mondiaux, arrêtent, dans une large mesure, les échanges internationaux dans

le monde. Leur valeur totale en 1932 est à peu près égale à la valeur des échanges avant la guerre mais ne représente que 45 % de celle de 1929. En trois ans, elles ont diminué de plus de la moitié, la cadence du fléchissement est la suivante :

en 1930 le fléchissement a été de 12 % par rapport à 1929

1931	—	—	23 %	—	—	1930
1932	—	—	32 %	—	—	1931

en 1933, les chiffres ne sont pas encore connus, mais les résultats partiels que l'on possède montrent encore un nouveau fléchissement.

Etat actuel du commerce extérieur de la France.

Les chiffres fournis par la Société des Nations montrent que la part réelle de la France dans le commerce mondial a légèrement augmenté depuis le début de la crise. De 1929 à 1932, elle est passée :

- pour les importations de 6,41 % à 8,44 %
- pour les exportations de 5,95 % à 6,08 %

La position de la France dans le commerce mondial a donc légèrement progressé. Ce fait est d'autant plus remarquable que les exportations françaises consistent surtout en produits de luxe dont le commerce est encore plus atteint que celui des produits de première nécessité.

Si l'on considère le tableau des pourcentages des réductions des exportations des produits fabriqués par les principales puissances industrielles :

Etats-Unis	74,8 %
Italie	70,5 %
Suisse	63,9 %
France	81,1 %
Belgique	58 %
Allemagne	52,4 %
Grande-Bretagne	48,8 %
Japon	33,7 %

on constate que la position de la France n'est pas mauvaise. Les pays qui sont moins atteints qu'elle ne le sont que parce qu'ils ont bénéficié de circonstances exceptionnelles, favorables à leurs exportations. Si l'on peut s'étonner d'une chose, c'est que la différence ne soit pas plus forte. L'Allemagne a usé de dumping sous toutes ses formes et profité du système des marks bloqués. La Grande-Bretagne a bénéficié de la dévaluation de sa monnaie et de la politique préférentielle avec ses Dominions renforcée à Ottawa. Le Japon a aussi bénéficié de la dévaluation de sa monnaie et de l'emploi du Sweating System.

D'autre part, il est à remarquer que la France continue à exporter plus de produits fabriqués qu'elle n'en importe, ce qui prouve la vitalité de son industrie, souvent bien mal protégée cependant. Pour les années 1933 et 1932, les chiffres du commerce extérieur de produits fabriqués sont les suivants :

Années	Exportations	Importations	Différence en faveur des exportations
1932	12.231.695.000	5.606.893.000	+6.624.802.000
1933	11.174.674.000	4.977.469.000	+6.197.205.000

Le commerce extérieur de la France, s'il est un peu moins touché que celui de la plupart des autres pays est cependant très durement atteint par la crise. Sa valeur, qui, avant guerre, était de 15 milliards de francs or, soit 70 milliards de francs actuels est montée en 1926 à 119 milliards, mais elle est redescendue en 1932 à 49 milliards, et en 1933 à 47 milliards. La baisse du commerce extérieur de la France paraît donc catastrophique pour son économie.

Il est vrai que ces chiffres, publiés par la direction générale des douanes, ne sont pas comparables entre eux, ils donnent la valeur absolue des échanges sans tenir compte des variations des prix des marchandises. Il faut éliminer ces variations pour pouvoir examiner la courbe du commerce extérieur de la France ; c'est ce qui a été fait dans un travail publié dans *Le Temps* du 21 août 1933. On a pris les volumes des échanges des marchandises et on leur a appliqué leur prix moyen de l'année 1933. En prenant pour base le volume des échanges de l'année 1929, on a pu caractériser les variations réelles du volume des échanges de la France avec l'Etranger par les indices suivants :

Années	1933	1932	1931	1930	1929
Importations	88	86	107	102	100
Exportations	52	54	75	93	100

Ce tableau montre que la baisse a porté beaucoup plus sur les exportations (48 %) que sur les importations (12 %) ce qui aggrave encore le déficit de la balance commerciale. Et, cependant, depuis 1870, celle-ci a toujours été déficitaire sauf dans la période de 1872-1875 et pour les années 1904 et 1905 pendant lesquelles il y a

eu équilibre et en 1924-1925 et 1927, années pendant lesquelles elle a été favorable.

La baisse du pourcentage des exportations par rapport aux importations est résumée dans le tableau suivant :

	Chiffres bruts	Chiffres rectifiés colonies en moins
1913	81,70 %	78,56 %
1923	93,10 %	89,44 %
1924	103,67 %	101,57 %
1925	103,76 %	99,68 %
1926	103,13 %	97,23 %
1927	103,53 %	101,39 %
1928	96,14 %	92,73 %
1929	86,12 %	80,35 %
1930	81,57 %	73,91 %
1931	72,11 %	64,23 %
1932	66,03 %	57,15 %

(*Revue d'Economie politique*, mai 1933).

A l'heure actuelle, les seuls pays avec lesquels la balance commerciale nous est favorable sont : la Suisse, la Pologne, le Danemark, la Grèce, la Yougoslavie.

Il est vrai que la balance commerciale d'un pays n'est qu'un des éléments de la balance générale des comptes. C'est celle-ci qu'il importe d'équilibrer pour assurer la vie économique d'un pays. Il ne faut pas oublier que dans le compte de celle-ci viennent s'ajouter les gains du frêt, d'assurance et de transit, les dépenses des touristes étrangers, le paiement des arrérages des prêts et des dettes extérieures, le remboursement des dettes politiques. Pour la France, pays par excellence de l'épargne créatrice de capitaux, le rôle joué par ces éléments

dans la partie active des comptes généraux est particulièrement important. Ces dernières années, la sécurité présentée par le marché français avait, en plus, attiré de nombreux capitaux, ce qui augmentait le solde bénéficiaire de la balance générale des comptes du pays. Malheureusement, nous avons vu que la crise actuelle empêche la rentrée normale des sommes venant de ces divers postes ou provoque même leur disparition. Il faut, de toute nécessité, essayer d'améliorer le solde de la balance commerciale de la France.

Le déficit de la balance commerciale française provient en grande partie du fait que les prix sont beaucoup trop élevés ; cela vient des charges énormes que supportent nos producteurs : charges fiscales, salaires trop élevés, mesures sociales, coût de la vie artificiellement majoré par la protection accordée à certaines branches de l'activité nationale au détriment de certaines autres, etc... La baisse des prix mondiaux ne s'est pas fait sentir suffisamment en France par suite de toutes les mesures précédentes, si bien que, à l'heure actuelle, nos prix sont de 20 à 25 % plus élevés que ceux des autres pays. Si nous reprenons la statistique précédemment citée, nous voyons que l'indice des prix extérieurs a baissé beaucoup plus que celui des prix intérieurs :

	1933	1932	1931	1930	1929
<i>Importations</i>					
Objets d'alimentation	64	57	69	83	100
Matières nécessaires à l'industrie	56	67	69	87	100
Objets fabriqués	83	83	89	96	100
	61	64	69	86	100
<i>Exportations</i>					
Objets d'alimentation	84	87	93	92	100
Matières nécessaires à l'industrie	78	80	82	93	100
Objets fabriqués	86	89	93	102	100
	84	87	91	99	100

La baisse des prix contribuerait certainement à améliorer le solde de la balance du commerce de la France mais l'augmentation des exportations sera entravée par des mesures prises à l'étranger telles que les prohibitions, les contingentements, les restrictions à la sortie des devises et les manipulations monétaires. C'est contre ces mesures qu'il faut lutter pour essayer de rétablir des échanges normaux entre les nations. Si elles ne peuvent être rapportées immédiatement, il faut cependant, par tous les moyens possibles, essayer de maintenir une certaine activité des échanges. On peut espérer que l'on trouvera le remède à la crise dans la reprise de ceux-ci.

2. Le troc

Pour essayer de rétablir l'économie mondiale menacée, il faut résoudre un double problème : — trouver les moyens capables de parer aux mesures de défense monétaire qui paralysent le règlement des échanges — maintenir ceux-ci, chercher même à les développer.

Si le contrôle et l'interdiction du commerce des devises empêchent le règlement des échanges internationaux, il ne faut pas arrêter le commerce entre les nations sous prétexte que le règlement n'en peut plus être effectué en or ou en devises.

Il faut essayer de maintenir les échanges en utilisant une autre technique de paiement. L'emploi de l'intermédiaire de la monnaie avait été un progrès énorme et un facteur du développement des échanges. Les mesures

prises à l'heure actuelle par certains pays empêchent l'utilisation de ce mode de règlement. Quoique ce soit un incontestable recul, il serait vain de se lamenter sur cette régression sans agir. Il faut essayer de maintenir les échanges et de trouver un moyen de règlement autre que le transfert d'or ou de devises.

Un premier moyen se présente à l'esprit : le troc. C'est le retour au premier mode de commerce entre les hommes, l'échange direct de produits contre d'autres produits sans aucun intermédiaire monétaire ou autre. Il y a quelques années seulement ce moyen aurait paru comme le plus complet et le plus extraordinaire des anachronismes. Il semble maintenant à certains, le seul mode possible d'échanges entre les pays, le moyen de maintenir quelque apparence de vie au commerce extérieur, de protéger les exportations en obligeant ceux qui veulent vendre à acheter.

Dans le courant de l'année 1931, on apprend que diverses opérations de ce genre ont été conclues. Ce sont forcément les pays producteurs de matières premières et de produits de grosse consommation qui les réalisent. Ces produits ont, en effet, toujours une valeur plus ou moins stable et connue qui permet une base d'échange. Leurs vendeurs connaissent les pays qui ont besoin de leurs produits et ce qu'ils peuvent obtenir en échange.

Ces opérations se font soit : directement de gouvernement à gouvernement, ou en passant par des organismes plus ou moins officiels, soit entre particuliers, soit de particuliers à gouvernement. Elles ne sont du reste pas toujours connues du public ; en voici quelques cas :

En automne 1931, les Etats-Unis échangent du blé contre du café du Brésil ; cette opération se caractérise

par le fait que les livraisons doivent être échelonnées, mais à un prix fixé dès l'accord. Les Etats-Unis effectuent d'autres opérations de troc avec le Chili en juillet 1932 (blé contre salpêtre). A la fin de l'année 1932, ils essaient de généraliser le troc avec la Russie.

L'Allemagne échange en juillet 1931 du charbon contre du café du Brésil, en mai 1932, des nitrates synthétiques contre du coton d'Egypte, du matériel roulant contre du tabac de Bulgarie. Le 18 avril 1932, elle crée à Brême *l'International Waren-Clearing* pour organiser le troc entre importateurs allemands, ce qui revient à obliger les exportateurs étrangers à devenir importateurs de marchandises allemandes.

La Russie, dès le second trimestre de 1931 fait de nombreuses opérations de troc avec l'Europe centrale, le Chili, le Canada, le Japon.

L'Europe centrale, les Pays scandinaves, l'Amérique du Sud font plusieurs essais de troc.

En France il semble que le système du troc ait été peu employé, tout au moins pour les opérations d'une certaine envergure. De gros producteurs français achètent et vendent bien au même organisme étranger, mais il semble qu'il n'y a pas là de troc véritable, plutôt un contrat d'entreprise ou de louage de service. Par exemple les parfumeurs français achètent certaines essences à des organismes étrangers qui se chargent de vendre ou de distribuer leurs parfums dans leur pays.

Cependant, on peut citer une proposition de résolution déposée par M. Fernand David devant le Sénat, tendant à organiser le troc et ainsi conçue :

« Le Sénat invite le gouvernement :

« 1° à prendre toutes mesures pour rendre le plus tôt

« possible à la France la maîtrise de ses tarifs douaniers ;
 « 2° à proposer aux pays importateurs en France,
 « l'acceptation de produits français et de marchandises
 « françaises en quantité et valeur correspondant à leurs
 « importations ».

Ces divers essais de troc ont permis de maintenir quelques échanges entre les peuples, mais ce sont des moyens empiriques, heureux peut-être dans certains cas, qui ne peuvent être généralisés. Il faut trouver pour chaque opération un acheteur qui puisse vendre précisément la marchandise dont on a besoin, ce qui est parfois possible pour certains produits ou pour certaines opérations restreintes, mais ne l'est pas dans la plupart des cas.

Le troc est un palliatif qui permet de maintenir quelques échanges lorsque le commerce est interrompu par l'impossibilité de régler les opérations au moyen de transferts d'or ou de devises. Il favorise, il est vrai, dans une certaine mesure, les exportations, puisque les acheteurs n'ont pas à régler le montant de leurs achats mais doivent réaliser eux-mêmes une vente. La contrepartie de chaque exportation est une autre exportation d'un autre pays.

N'y-a-t-il pas d'autres moyens de régler les échanges et de continuer les opérations de vente et d'achat sans mouvements de capitaux ?

3. La compensation

Devant le déficit sans cesse accru de notre balance commerciale, devant les mesures de défense monétaire prises par les gouvernements étrangers et les pertes qu'elles font subir à notre économie nationale, il faut, sous peine de ruine, trouver un remède à cette situation. Assurer le règlement de nos créances à l'étranger sans pour cela arrêter les échanges extérieurs.

En novembre 1931, le gouvernement français réunit une commission interministérielle pour étudier, d'accord avec la Chambre de Commerce de Paris, « les mesures propres à assurer le règlement des créances de nos exportateurs dans certains pays étrangers ».

Les travaux de la commission aboutirent assez rapidement. Elle conseilla la création d'un office de compensation des créances et des dettes des ressortissants français vis-à-vis de certains pays, comme étant le seul moyen de sauver ces créances, de permettre la continuité de notre commerce avec ces pays et d'éviter à nos exportateurs des pertes énormes dont certains d'entre eux ne se relèveraient pas.

La commission s'était vite aperçue que la compensation n'est pas seulement une mesure d'ordre intérieur, mais aussi une mesure d'ordre extérieur, qu'il fallait l'accord des pays avec lesquels on désirait pratiquer la compensation. Elle joignit donc à cette recommandation deux projets : un projet d'arrêté interministériel créant l'Office de Compensation et un projet de convention diplomatique pour les négociations à intervenir.

La compensation est, à l'heure actuelle, utilisée par presque tous les pays pour le règlement des créances et des dettes résultant de leurs échanges avec les pays qui ont pris des mesures restrictives du commerce des devises empêchant les règlements de leurs dettes vis-à-vis de l'étranger.

Les pays anglo-saxons sont à peu près les seuls à ne pas vouloir utiliser ce mode de règlement.

Principes de la compensation.

L'organisation de la compensation conseillée par la commission est la suivante :

« La compensation serait faite dans la mesure où l'on
« parviendrait à faire en sorte que les importateurs
« ayant besoin de moyens de paiement sur un pays
« puissent éventuellement utiliser ceux que possèdent
« leurs compatriotes, c'est-à-dire les créances des expor-
« tateurs français sur ce même pays ».

La compensation est basée sur la solidarité qui existe entre les importateurs et les exportateurs d'un même pays. Elle a pour principe : le règlement de ceux-ci par ceux-là, l'extinction des dettes de ces derniers vis-à-vis de l'étranger par le paiement effectué entre les mains des exportateurs français. Les dettes des importateurs sont compensées par les créances des exportateurs.

La solidarité entre les importateurs et les exportateurs d'un même pays n'est du reste pas une fiction mais correspond bien à la réalité des faits. Il existe une communauté très étroite d'intérêts entre toutes les branches

de la production nationale ; commerce, industrie, agriculture. Lorsque l'une d'elles est frappée, toutes les autres souffrent. En particulier, nos importateurs ont le plus grand intérêt à ce que nos industries exportatrices travaillent le plus possible. Ce sont nos industriels qui sont les plus gros clients de nos importateurs, lorsque même ils ne sont pas confondus dans la même personne. La France importe surtout des produits bruts — matières premières ou produits non finis — qui ne peuvent être consommés directement et que nos industriels emploient pour les transformer avant de les livrer à la consommation intérieure ou étrangère. Si donc, nos industriels souffrent de la suppression de certains débouchés à l'étranger, ils doivent restreindre leurs achats, et ce sont finalement les importateurs qui sont atteints par les difficultés de nos exportations.

Organisation de la compensation.

Le fonctionnement de la compensation a été organisé en France par l'arrêté interministériel du 15 février 1932, publié au *Journal Officiel* du 23 février 1932.

Cet arrêté détermine « les mesures propres à assurer la compensation des créances et des dettes des ressortissants français vis-à-vis de certains pays ». Il est la suite du décret du 3 décembre 1931 dont l'art. 2 prévoit que des arrêtés interministériels « désigneront les pays auxquels s'appliquent les dispositions de l'art. 1^{er} et fixeront les conditions dans lesquelles les autorisations qui y sont prévues seront délivrées ». La validité juridique du décret du 3 décembre 1931 ayant été parfois

contestée, il n'est pas inutile de rappeler ici qu'il s'appuie sur l'art. 17 du décret du 26 décembre 1926 portant codification des lois douanières et qui donne toute latitude au gouvernement pour « prendre d'urgence, dans le cas où les mesures arrêtées par des pays étrangers sont de nature à entraver le commerce français, toutes dispositions appropriées aux circonstances ».

L'arrêté du 15 février 1932, directement inspiré des conclusions de la commission interministérielle, est le texte fondamental de la compensation en France, il en est la charte.

Il charge la Chambre de commerce de Paris d'organiser l'Office de Compensation français et d'en assurer le fonctionnement sous son contrôle. La Chambre de commerce de Paris a été désignée comme représentant l'ensemble des intérêts français. Il est très heureux que l'Etat ne se soit pas chargé lui-même de l'organisation de l'Office de Compensation. Le choix d'un établissement public jouissant de la personnalité civile permet d'éviter les lenteurs et les méthodes administratives. Il donne à l'Office l'indépendance et la souplesse indispensables à un organisme récent, en continuelle évolution pour s'adapter aux circonstances économiques, elles-mêmes essentiellement changeantes. Au lieu de créer un service autonome, n'est-ce pas la méthode de l'avenir pour la création de tous nouveaux services ? L'expérience ici tentée, et qui réussit parfaitement, ne devrait-elle pas inciter le gouvernement à confier l'organisation et l'administration du nouveau service à ceux même qui représentent les intérêts en jeu.

Il est vrai qu'en acceptant d'organiser l'Office de Compensation, la Chambre de commerce de Paris a

pris une lourde charge, mais elle ne reste pas isolée et travaille en collaboration très étroite avec la Banque de France et le Ministère du Commerce. C'est un des hauts fonctionnaires de ce ministère, M. Duchène, qui en a été détaché pour assumer la direction de l'Office. Les relations ne sont pas moins étroites avec la Banque de France qui, comme nous le verrons, est chargée des services financiers de l'Office. A ce sujet, ne peut-on pas se demander si, comme cela a été fait presque partout à l'étranger, la Banque de France n'aurait pas pu être chargée exclusivement de ce service ? Cela aurait peut-être évité la scission en deux parties des services de l'Office. Mais devant les résultats obtenus, on ne peut que se féliciter de la solution qui a été adoptée.

La Chambre de Commerce est chargée de se mettre en rapport avec les organismes correspondants des pays avec lesquels des accords ont été passés. Elle se fait ouvrir par la Banque de France (Office de Compensation) un ou plusieurs comptes pour chacun des pays intéressés (art. 3).

L'arrêté du 15 février 1932 décrète que, pour obtenir une autorisation d'importation, l'importateur devra en faire la demande par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce de Paris. Il devra « prendre l'engagement d'effectuer le paiement de ses marchandises par l'intermédiaire de l'Office de Compensation et en monnaie nationale du pays du vendeur ; l'importateur français doit, en outre, sous sa responsabilité, certifier l'acquiescement de son vendeur étranger à la présente disposition ». Ces dispositions créent les ressources de l'Office puisque l'importateur français doit effectuer entre ses mains les paiements qu'il aurait normalement dû faire entre celles de son vendeur étranger.

L'importateur est obligé de passer par l'intermédiaire de l'Office puisque c'est pour lui, le seul moyen d'obtenir une licence d'importation. En échange de celle-ci, il prend l'engagement de payer par l'intermédiaire de l'Office et il se porte fort de l'acceptation de cette procédure par son vendeur étranger.

L'arrêté du 15 février 1932 organise la sanction des contraventions à ces dispositions : le refus de nouvelles licences d'importation. Pour la sûreté de la bonne exécution des engagements pris par l'importateur, elle exige la consignation au moment de l'arrivée des marchandises en France d'une somme égale à 10 % de la valeur déclarée des marchandises importées.

L'art. 8 de l'arrêté du 15 février 1932 prévoit le règlement par l'Office des créances des exportateurs de marchandises françaises. Ceux-ci doivent justifier de la réalité de leur exportation dans les pays avec lesquels fonctionne la compensation. L'Office assure « dans la
« limite de ses disponibilités provenant des versements
« faits par les importateurs de marchandises originaires
« ou en provenance de chacun des pays visés par les
« présentes dispositions, le règlement aux exportateurs
« de marchandises françaises de leurs créances sur le
« même pays, dès qu'avis de crédit, à la suite de l'en-
« caissement de ces créances, lui aura été donné par la
« banque désignée par lui ».

L'exportateur français sera réglé par l'Office, lorsque celui-ci aura été avisé par l'Office correspondant du pays du débiteur que celui-ci a effectué entre ses mains le règlement de sa dette. L'Office ne pourra faire ces règlements que dans la limite de ses ressources, c'est-à-dire dans la limite des versements effectués par les

importateurs français de marchandises provenant de ce même pays.

Les exportateurs français ne sont donc payés, que dans la mesure où les importateurs auront effectué des règlements à l'Office. Si les disponibilités provenant de ces règlements sont insuffisantes pour assurer le paiement des créances des exportateurs français, l'art. 9 de l'arrêté prévoit que les exportateurs recevront « un « feuillet extrait d'un livre à souche et numéroté portant « l'indication de la somme dont l'Office de compensation « aura été crédité pour leur compte ». Le règlement de ces bons sera effectué au fur et à mesure des disponibilités et dans l'ordre du numérotage des bons, les plus anciens devant être payés les premiers.

L'arrêté prévoit qu'un pourcentage des disponibilités de l'Office sera réservé au règlement des opérations postérieures à la mise en vigueur de la procédure de compensation. La liquidation des opérations antérieures étant assurée par le solde.

Enfin, diverses dispositions sont prises par l'arrêté.

L'Office est autorisé à prélever un pourcentage de 2 pour 1.000 sur toutes les opérations effectuées par son intermédiaire (art. 10).

« La Chambre de commerce de Paris ne peut encourir « aucune responsabilité, de change ou autre, du fait des « opérations effectuées par elle » (art. 11). Il semble, et c'est là l'opinion que M. Niboyet a soutenue dans l'étude qu'il a faite sur les accords de compensation¹ que cet article est tout à fait illégal, un arrêté interministériel ne peut déclarer l'irresponsabilité d'un organisme qu'il

1. Voir J.P. NIBOYET, *Les récents accords de compensation signés par la France, problèmes de droit international privé*, p. 48.

crée et échapper ainsi à la responsabilité administrative. En effet, ou bien il n'y a pas faute de service et la responsabilité de la Chambre de commerce ne peut être engagée, ou bien il y a faute de service et le décret ne peut exonérer la Chambre de commerce de cette responsabilité. Si la question était portée devant le Conseil d'Etat, celui-ci rejetterait, sans nul doute, dans ce cas, la thèse de l'irresponsabilité.

L'art. 12 fixe la mise en vigueur de l'arrêté du 12 février 1932 et spécifie que seules les créances et les dettes provenant d'exportations ou d'importations de marchandises sont visées par les dispositions de l'arrêté. Toutes opérations commerciales autres que les contrats de vente ne sont pas visées et sont exclues de la procédure de compensation.

Origine et nature de la compensation.

En conseillant l'emploi de la compensation, la commission ne recommande pas un moyen nouveau de règlement, celui-ci paraît avoir toujours existé, sous des formes plus ou moins diverses.

La compensation est un mode d'extinction des obligations, au moyen duquel, lorsque deux personnes sont respectivement créancière et débitrice l'une de l'autre, leurs dettes s'éteignent jusqu'à concurrence de la plus faible. Elle évite un double paiement, un double versement de capitaux et simplifie ainsi les rapports du créancier et du débiteur. Chacun se paie sur ce qu'il doit. La compensation apparaît comme un double paiement abrégé. Elle offre aussi l'avantage de réaliser l'égalité

des parties, car, sans elle, la partie qui paierait en premier pourrait craindre la défaillance de l'autre.

Elle existait dans le Droit romain. Au début, elle ne se produisait que sous la forme d'une convention, le principe de l'unité et de la simplicité de la question empêchait, en effet, qu'elle fût invoquée devant le juge. Diverses réformes de Marc Aurèle, puis de Justinien, permirent de l'invoquer en justice, d'abord sous forme d'exception de dol, puis, *ipso jure*, c'est-à-dire jusqu'à la fin du procès.

Dans le Droit français, la compensation est organisée par les art. 1289 et suivants du Code civil qui composent la section IV du chapitre « De l'extinction des obligations ». Le Droit français va plus loin que le Droit romain, la compensation s'opère de plein droit par la seule force de la loi, même à l'insu des débiteurs ; les deux dettes s'éteignent réciproquement, à l'instant où elles se trouvent exister à la fois, jusqu'à concurrence de leurs quotités respectives. La compensation est donc légale et automatique sous les conditions que : les deux obligations existent entre les deux mêmes personnes, portent sur des choses fongibles et saisissables, qu'elles soient liquides et exigibles. A côté de la compensation légale, le Code civil distingue deux autres espèces de compensation : la compensation conventionnelle et la compensation judiciaire.

La compensation trouve des applications extrêmement intéressantes surtout en droit commercial. L'usage du compte courant est fondé sur son emploi. Mais ce sont surtout les Chambres de compensation ou « *Clearing houses* » qui constituent l'application la plus connue de la compensation. Le plus ancien de ces organismes est

le *Clearing house* de Londres dont la fondation remonte à 1775. Dans ces Offices, les banques compensent entre elles chaque jour les effets de commerce et les chèques qui sont en leur possession. Les soldes donnant seuls lieu à des règlements (et encore sont-ils effectués par virements et inscriptions en compte à la Banque d'Angleterre). Les déplacements d'espèces sont évités, ce qui permet de réduire la circulation des billets de banque. La compensation qui joue dans les *clearing houses* se distingue de celle du Code civil parce qu'elle est collective, économique et non juridique, elle n'est pas légale et obligatoire ¹.

Les derniers traités de paix ont fait usage de la procédure de compensation pour liquider les engagements entre ressortissants des pays ex-ennemis, dont les règlements avaient été suspendus pendant toute la durée des hostilités, par suite de l'interdiction faite, dès le début de la guerre, par les pays belligérants, à leurs nationaux de continuer toutes relations commerciales avec les ressortissants ennemis ².

Des Offices de compensation et de vérification des créances et des dettes sont institués près des tribunaux arbitraux mixtes pour procéder à la liquidation massive et générale de toutes ces opérations. Ces Offices ne sont pas chargés d'organiser les échanges entre ex-ennemis mais seulement de liquider les créances et les dettes résultant d'opérations antérieures. Leur usage est du reste obligatoire. Ils ont donné des résultats extrêmement satisfaisants pour les parties en cause.

1. Voir COLIN et CAPITANT, *Cours Élémentaire de Droit civil français*, t. 2, édit. 1921, p. 115 et suiv.

JOSSERAND, *Cours de droit civil positif français*, t. 2, 2^e édit., 1933, p. 494 et suiv.

2. En France, cette interdiction résulte du décret du 27-9-14 sanctionné par la loi du 4-4-15.

L'application la plus récente de la compensation est celle qui en est faite, par certains pays, pour régler les créances résultant de leurs échanges avec d'autres pays. Les premiers offices de compensation furent institués fin 1931 pour régler les rapports commerciaux entre la Suisse et la Hongrie, la Pologne et l'Autriche, la Roumanie et l'Autriche, la Roumanie et la Hongrie. Ils ont commencé à fonctionner quelques mois avant l'Office français qui a pu s'inspirer de leur expérience.

Comme les offices organisés par les traités de paix, leur création a été nécessitée par l'interdiction des paiements commerciaux décrétée par les gouvernements et qui bloque dans certains pays les avoirs des ressortissants étrangers. Mais à la différence des offices organisés par les traités de paix, les nouveaux offices doivent non seulement liquider les opérations antérieures à leur création, mais encore organiser le règlement des échanges à intervenir.

Alors que les Etats garantissaient le paiement des créances de ses nationaux sauf les cas de faillite ou d'insolvabilité déclarée avant guerre, la procédure de compensation actuelle fonctionne sans intervention ni engagement des Etats. Les Offices vérifient et inscrivent simplement les créances des exportateurs et les leur règlent suivant leurs disponibilités.

La nature de la compensation appliquée par les Offices de compensation actuels a été discutée par de nombreux auteurs, principalement par M. J. P. Niboyet, professeur à la Faculté de Droit de Paris dans une étude « Les récents accords de compensation signés par la France. Problèmes de droit international privé » parue dans la *Revue Pratique de Législation et de Jurisprudence*, 1933,

n° X-XIV, et par M. Archambault dans le *Bulletin Fiduciaire* de juin-juillet 1932.

Comme dans les *clearing houses*, on se propose d'éviter la circulation de numéraire et de devises tout en facilitant les transactions.

Cette compensation est collective et non individuelle puisqu'elle se produit de pays à pays. Il semble que, par une sorte de fiction on ait créé la solidarité entre importateurs et exportateurs, la compensation ne se faisant qu'entre les soldes de chaque Office. Cependant, il semble qu'elle est ni légale, ni obligatoire, et qu'elle ne comporte pas d'effets vraiment juridiques.

En effet, l'Office de compensation est chargé d'appliquer les accords passés avec les divers pays. Ces accords sont basés sur la loi du 29 juillet 1919. « Le gouvernement » est autorisé à négocier avec les pays étrangers, pour « une durée déterminée, la concession de réductions de « droits sur le tarif général... les réductions accordées « dans ces conditions pourront, en échange d'avantages « corrélatifs, être mises provisoirement en application « par décrets rendus en conseil des ministres »...

La loi du 29 juillet 1919 ne semble donc pas pouvoir concerner les accords actuels. Les décrets qui chargent l'Office de compensation de les appliquer ne paraissent pas avoir de base légale.

Ces textes ne pourraient probablement pas avoir de sanction judiciaire. Ils ont cependant une portée pratique par suite de l'engagement, souscrit par les importateurs, vis-à-vis de l'Office qui exige le versement d'un acompte de 10 % avant d'accorder la licence d'importation, acompte qui lui serait acquis si l'importateur ne respectait pas cet engagement. De plus, aucune licence

d'importation ne lui serait plus accordée. L'engagement pris par l'importateur vis-à-vis de l'Office paraît être un contrat d'adhésion qui peut se rapprocher de la soumission des ouvriers au règlement d'atelier. On peut aussi le rapprocher de la théorie de l'offre de concours du droit administratif. Cet engagement a une valeur contractuelle.

Quoi qu'il en soit, les importateurs français, dans les contrats qu'ils passent avec leur vendeur étranger, doivent respecter l'engagement qu'ils ont pris vis-à-vis de l'Office et cela, non pour faire une opération civile valable, mais pour être en état matériel d'exécuter leur contrat.

S'il y a incompatibilité entre le contrat et l'engagement, l'importateur peut se trouver dans une situation inextricable. Il ne pourra en sortir qu'en payant deux fois ou en perdant les 10 % consignés à l'Office, et, dans ce dernier cas, toute licence d'importation lui serait refusée à l'avenir. Ces cas ne sont du reste pas sans exemples depuis le début de la création de l'Office de Compensation. Plusieurs contestations entre importateurs français et leurs vendeurs étrangers sont pendantes devant les tribunaux ; mais à l'heure actuelle, aucune décision judiciaire n'est encore intervenue.

CHAPITRE III

L'OFFICE DE COMPENSATION

L'organisme chargé d'appliquer la compensation au règlement des créances et des dettes résultant de nos échanges commerciaux avec l'étranger est l'Office de Compensation qui fonctionne sous le contrôle et la direction de la Chambre de commerce de Paris. Il est installé 16, rue de Chateaubriand, à Paris (VIII^e).

L'Office de compensation est chargé d'appliquer ce mode de règlement avec les pays qui sont désignés par le Gouvernement français ou avec lesquels existe un accord de compensation.

L'usage de la compensation peut en effet être le résultat soit d'un acte unilatéral, soit d'une convention. C'est du reste ce qu'avait prévu la Commission interministérielle puisqu'elle avait joint à ses recommandations un projet de convention.

L'arrêté interministériel du 15 février 1932 désigne l'Esthonie comme le premier pays avec lequel doit s'appliquer la procédure de compensation. Cette désignation a été faite d'une façon unilatérale. Il semble que le Gouvernement ait voulu, par cette mesure, inciter tous les pays avec lesquels ce mode de règlement était néces-

saire à négocier avec nous des accords de compensation, faute de quoi, il la leur imposerait.

A l'heure actuelle, tous les pays avec lesquels fonctionne la compensation, ont passé avec la France des accords au sujet de son application.

Seul, le Brésil fait exception. Malgré les promesses faites au cours des négociations qui se sont ouvertes avec lui et en particulier le 24 mai 1932, quoique la balance commerciale de ses échanges avec la France lui soit très favorable, il n'a voulu prendre aucune des mesures permettant aux exportateurs français de recouvrer leurs créances ; bien plus, il a pris des mesures directement opposées aux intérêts français, voulant contraindre les créanciers français à passer par l'intermédiaire de la Grande-Bretagne et de la banque Rotschild de Londres. Devant cette mauvaise volonté évidente, le Gouvernement français a dû imposer de façon unilatérale l'emploi de la compensation pour le règlement des échanges avec le Brésil. Les importateurs français de produits brésiliens doivent verser le montant de leur dette entre les mains de l'Office de compensation à Paris. Il en résulte qu'à l'heure actuelle les relations commerciales entre la France et le Brésil sont totalement interrompues, les exportateurs des deux pays ne voulant pas vendre aux importateurs de l'autre pays puisqu'ils ne peuvent faire rentrer leurs créances. Cette situation amènera forcément le Brésil à conclure avec la France un accord de compensation ; il y a un intérêt d'autant plus grand qu'il nous vend beaucoup plus qu'il nous achète.

Voici la liste des pays avec lesquels fonctionne la procédure de compensation, avec la date des conventions qui régissent leurs rapports commerciaux avec la France :

Allemagne :

Convention du 24-12-1932 — *J. O.* du 4-1-33.

Protocole du 18-2-1933 — *J.O.* du 25-2-33.

Autriche :

Convention du 12-7-1933 — *J.O.* du 13-7-33.

Remplaçant la conv. du 16-4-32 — *J.O.* 30-4-32.

Bulgarie

Convention du 27-1-1933 — *J.O.* du 29-1-33.

Avenant du 15-11-33.

Chili :

Convention du 11-11-32 — *J.O.* du 23-11-32.

Remplaçant la mesure unilatérale prise par la
France le 31 mai 1932.

Equateur :

Convention du 26-6-1933 — *J.O.* du 27-6-33.

Esthonie :

Convention du 17-4-1932 — *J.O.* du 20-4-32.

Remplaçant la mesure unilatérale prise par la
France le 15 février 1932.

Grèce :

Convention du 9-7-1932 — *J.O.* du 29-7-32.

Hongrie :

Convention du 4-3-1933 — *J.O.* du 5-3-33.

Remplaçant la convention du 4-3-32. *J.O.* du
11-3-32.

Lettonie :

Convention du 8-3-1932 — *J.O.* du 26-3-32.

Turquie :

Convention du 6-8-1933 — *J.O.* du 11-8-33.

Yougoslavie :

Convention du 27-1-1933 — *J.O.* du 29-1-33.

Il faut signaler que la convention passée avec l'Allemagne n'est pas à proprement parler un accord de compensation. Elle a abouti à la création de « l'Office franco-allemand des paiements commerciaux » que nous étudierons avec plus de détails par la suite. De même le nouvel accord du 12 juillet 1933, avec l'Autriche, permet aux exportateurs français en Autriche, de toucher leurs créances sans qu'il y ait réellement compensation.

En plus de ces conventions de compensation, des accords spéciaux ont été passés avec deux pays : la Colombie et l'Uruguay. Ces accords, avec les commissions de contrôle des changes de ces pays, facilitent le paiement des créances françaises, sans cependant instituer la procédure de compensation. Le gouvernement Colombien met périodiquement, par l'intermédiaire de l'Office des changes, à la disposition de notre légation à Bogota, des sommes pour régler les dettes provenant de ses importations en provenance de la France. En Uruguay, les exportateurs français sont payés au moyen de bons or portant intérêt (6 %) et amortissables (en principe en 5 ans).

C'est l'Office de Compensation créé par la Chambre de commerce de Paris qui est chargé d'appliquer ces mesures pour la France. Il fallut forcément que les pays étrangers créassent des organismes similaires. Sans cela, leurs exportateurs se seraient trouvés dans le même cas que, précédemment, les exportateurs français. Ils n'auraient

pu toucher leurs créances sur les importateurs français obligés de payer entre les mains de l'Office de compensation. Les gouvernements étrangers durent donc, à leur tour, organiser la compensation et les Offices chargés de l'appliquer. Sauf en Lettonie où c'est un organisme spécial qui est chargé d'appliquer la compensation, dans tous les autres pays, la Banque nationale fut chargée de ce service.

Voici la liste des bureaux correspondant de l'Office de compensation français pour les différents pays :

Autriche :

Banque Nationale d'Autriche.

Bulgarie :

Banque Nationale de Bulgarie.

Chili :

Banque Centrale du Chili.

Equateur :

Banque Centrale de l'Equateur.

Esthonie :

Eesti Pank,

Grèce :

Banque de Grèce.

Hongrie :

Banque Nationale de Hongrie.

Lettonie :

Bureau de compensation près le Ministère des Finances à Riga.

Turquie :

Banque centrale de la République de Turquie.

Yougoslavie :

Banque Nationale du royaume de Yougoslavie.

Pour les accords spéciaux, les organismes chargés de les appliquer sont :

Colombie :

Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud.

Uruguay :

Caisse autonome d'amortissement.

Sectionnement de l'Office de Compensation.

Il est utile de préciser que, si, en principe, il n'existe qu'un seul office français, en fait, il y a autant d'organismes distincts que de pays avec lesquels fonctionne la procédure de compensation.

Ce ne sont pas les sommes provenant de l'ensemble des importateurs français qui servent à régler les créances de l'ensemble des exportateurs français. Ce sont les sommes versées à l'Office de compensation par les importateurs de marchandises grecques par exemple, qui servent exclusivement à régler les exportateurs de marchandises françaises en Grèce.

Il y a, en réalité, à l'heure actuelle, treize organismes différents tous réunis à l'Office de compensation, mais qui, en fait, sont complètement indépendants les uns

des autres. S'ils ont une direction commune, leurs fonctionnements sont tout à fait autonomes. Chacun d'eux a des comptes distincts ouverts par la Banque de France, et est seul en rapport avec l'Office étranger correspondant

Quand nous étudierons le fonctionnement de l'Office de compensation, c'est le fonctionnement d'un organisme s'occupant d'un seul pays que nous examinerons. Tous ces services sont du reste similaires, à part quelques points dans le détail desquels nous n'entrerons pas ici et qui concernent surtout les pourcentages réservés au règlement des créances courantes et des créances antérieures à la création de l'Office — le pourcentage des versements qui n'entre pas dans le calcul de la compensation et dont le montant est laissé à la libre disposition de l'Office étranger correspondant — les modalités spéciales à certaines marchandises.

*Les opérations visées par la procédure de compensation*¹

La procédure de compensation ne s'applique pas à toutes les opérations mais seulement à certaines d'entre elles. L'arrêté interministériel du 15 février 1932, dans son art. 8, prévoit que « La Chambre de commerce de Paris (Office de compensation) assurera dans la limite de ses disponibilités provenant des versements des importateurs de marchandises originaires ou en provenance de chacun des pays visés par les présentes dispositions, le règlement aux exportateurs de marchandises françaises de leurs créances sur le même pays »...

1. Voir, J. P. NIBOYET, *Les récents accords de compensation signés par la France*, p. 16 et suiv.

De plus, à l'alinéa 2 de l'art. 12, l'arrêté prévoit que :
« Les créances, tant antérieures que nouvelles, ayant une
« autre origine que des exportations de marchandises,
« font ou feront l'objet de négociations spéciales en vue
« de leur règlement ».

Toutes les opérations autres que les importations et les exportations de marchandises sont ainsi exclues de la procédure de compensation.

Toutes les conventions de compensation qui ont été signées par la suite répètent les mêmes dispositions. Elles spécifient, en général, dans leurs premiers articles, que l'accord s'applique exclusivement au règlement des créances et des dettes résultant d'échanges de marchandises.

Il semble que l'on ait voulu limiter la compensation aux engagements résultant des opérations de vente et d'achat, c'est-à-dire aux contrats de vente de marchandises. Cela correspond bien au but des accords de compensation qui est de favoriser les exportations et de faciliter les échanges de marchandises entre les pays qui les ont conclus.

En principe, tous les autres contrats ne peuvent pas bénéficier de la procédure de compensation ; mais les offices sont des organismes extrêmement souples ; l'examen de chaque cas particulier qui leur est soumis a permis, par une interprétation très libérale des textes, après accord avec les Offices étrangers et le Ministère du commerce, de faire rentrer dans son activité des contrats qui ne sont pas des contrats de vente commerciale, mais s'en rapprochent si bien qu'aucune raison autre que la lettre des textes, ne les écarte de la compensation.

D'autre part, il faut, et il suffit pour que s'applique la procédure de compensation, que les marchandises importées soient originaires ou en provenance du pays visé et qu'il s'agisse d'exportations de marchandises françaises. La qualification de la nationalité des marchandises peut parfois donner lieu à des difficultés ; mais l'Office de compensation s'en tient pour l'apprécier, à un critérium qui, s'il n'est pas très juridique, est extrêmement simple : à défaut de précision dans la convention, il s'en rapporte aux qualifications de l'Administration des douanes en la matière.

Il existe cependant encore une difficulté en cas de marchandises mixtes, c'est-à-dire de marchandises composées de divers éléments provenant de pays différents, par exemple, un moteur équipé d'un dispositif d'allumage étranger ; dans ce cas, l'Office appliquant l'adage « *majora pars trahit ad se minorem* » considère la marchandise comme provenant du pays dont la plus grande partie est originaire.

La nationalité de l'importateur et de l'exportateur n'est donc pas prise en considération. Pour que la compensation joue, il faut et il suffit, qu'il y ait vente de marchandises provenant ou originaires de l'un des pays envisagés à un importateur de l'autre pays.

L'Office français admet au bénéfice de la compensation les exportateurs de marchandises françaises, même s'ils sont étrangers, pourvu qu'ils aient un domicile en France — pour le domicile, l'Office est du reste extrêmement large, puisque une succursale, un agent, ou même un simple correspondant en France lui suffit.

Mais la compensation donne de mauvais résultats, elle est une source de difficultés lorsque le vendeur de

marchandises provenant ou originaire d'un des pays envisagés n'est pas un ressortissant de ce pays. Normalement, elle doit jouer dans ce cas. L'importateur français doit verser les fonds à l'Office de compensation français et le vendeur doit être payé par l'Office correspondant du pays envisagé. Comme dans ce pays existe le moratoire des transferts, le vendeur est bien crédité du montant du prix de la vente, mais en compte bloqué ; il ne peut disposer de ses capitaux. Pour certains produits, cette situation était extrêmement grave, car il est d'usage, dans certaines branches du commerce extérieur, de passer par l'intermédiaire de vendeurs d'un autre pays qui se sont assuré le monopole de ces produits. Par exemple, les laines du Chili ne sont pas achetées directement aux producteurs, mais à des intermédiaires anglais, de même le mohair provenant de l'Equateur ; le beurre provenant de la Lettonie et de l'Esthonie est acheté à des intermédiaires scandinaves ou hollandais. Par suite de l'institution de la compensation, les importateurs français ne pouvaient plus se procurer ces produits, les vendeurs de pays tiers préféraient ne pas vendre plutôt que d'être payés en fonds bloqués dans le pays producteur. Devant les doléances qui lui étaient présentées, le Ministre du Commerce dût prendre des arrêtés excluant de la compensation certaines marchandises qui, normalement, auraient dû y être comprises. Pour certains produits, l'exclusion n'est pas totale ; par exemple, pour les beurres cités précédemment, l'importateur français paye 50 % du prix par l'intermédiaire normal de l'Office de compensation ; 50 % directement à son vendeur.

Fonctionnement de l'Office de Compensation.

On peut examiner le fonctionnement de l'Office de compensation aux quatre points de vue suivants :

- Vis-à-vis de l'importateur,
- Vis-à-vis de l'exportateur,
- Vis-à-vis des organismes étrangers correspondants,
- Quant à son mécanisme interne.

A. Vis-à-vis de l'importateur.

Comme nous l'avons vu, l'importateur doit passer par l'Office de compensation pour obtenir une licence d'importation. C'est la nécessité pour l'importateur d'obtenir une autorisation d'importer qui permet d'organiser la compensation ; sans elle, il serait à peu près impossible, dans l'état actuel de la législation, de contraindre un importateur de marchandises étrangères, d'en effectuer le paiement par l'intermédiaire de l'Office de compensation.

L'obligation pour l'importateur de passer par l'Office de compensation, a été décrétée pour éviter les graves mécomptes qu'avait fait apparaître la clause facultative inscrite dans l'accord austro-suisse.

Les importateurs doivent, préalablement à toute opération, remplir en cinq exemplaires une déclaration comportant le nom et l'adresse de l'importateur — les pays d'expédition et d'origine des marchandises — les noms du vendeur, du fabricant et du transitaire — la désignation des marchandises, poids brut et poids nets, nombre de pièces — la date probable d'arrivée des marchandises — le point d'entrée en France — le bureau

de dédouanement — la valeur des marchandises en francs français — la date probable du paiement ¹.

La déclaration porte en outre la formule suivante :

« Je m'engage à payer mon vendeur dans sa monnaie
« nationale, et par l'intermédiaire de la Chambre de
« commerce de Paris (Office de compensation) selon les
« prescriptions de l'arrêté interministériel du 15 fé-
« vrier 1932 (publié au *Journal Officiel* du 23 février 1932)
« dont je déclare par ailleurs accepter sans réserve
« toutes les dispositions.

« Je certifie, sous ma responsabilité, que mon vendeur
« a accepté ces conditions ».

Par l'acceptation et la signature, certifiée sincère et véritable, de cette clause, l'importateur prend, vis-à-vis de l'Office, l'engagement ferme de lui verser à l'échéance le montant du prix des marchandises importées. Par le deuxième alinéa de cet engagement, il se porte fort de l'acceptation de son vendeur, ce qui évite toutes les difficultés de droit international privé que pourrait soulever l'application de la compensation. Un contrat est donc passé entre l'Office et l'importateur. En souscrivant librement à cette clause, l'importateur se trouve civilement tenu. Il doit donc veiller à ce qu'aucune des clauses du contrat, passé avec son vendeur étranger, ne soit incompatible avec son engagement envers l'Office. Il faut même qu'une des clauses de ce contrat précise que le versement du prix sera fait à l'Office de compensation français et que par ce versement, l'acheteur sera libéré vis-à-vis de son vendeur. Sans cela, aucun de ces

1. Voir circulaire de la Chambre de Commerce de Paris, (Office de compensation) du 15 avril 1932 :

— formule de déclaration d'importation,
— formule de déclaration d'exportation.

contrats n'annulant l'autre, il pourrait être contraint à payer deux fois. De plus, s'il contrevenait à cet engagement, la Chambre de Commerce, conformément à l'art. 7 de l'arrêté interministériel du 15 février 1932, refuserait son visa à toute nouvelle demande d'autorisation d'importation qu'il pourrait faire.

Les cinq exemplaires de cette déclaration sont remis à l'Office de compensation qui en conserve un et adresse les quatre autres à la Direction Générale des Douanes qui, à son tour, dans la limite des contingentements ou restrictions douanières existant avec le pays en cause, y appose son visa pour autorisation d'importation et fait parvenir un exemplaire visé à l'importateur.

A l'échéance fixée, l'importateur doit verser à l'Office le montant du prix des marchandises importées. L'Office n'acceptant aucune espèce, le versement doit être fait soit par un virement bancaire, soit en un chèque barré émis ou visé pour provision par une banque notoirement connue à l'ordre de la « Chambre de commerce de Paris, Office de Compensation ». Ce chèque devra être libellé en francs français, car si l'arrêté interministériel du 15 février 1932 prévoit dans son art. 4 que le versement doit être effectué en monnaie nationale du pays du vendeur, les différentes conventions passées avec les pays avec lesquels fonctionne la procédure de compensation, prévoient le taux du change applicable; il est fixé soit *ne varietur* aux environs du taux légal, soit au cours officiel du jour.

En garantie de l'engagement pris vis-à-vis de l'Office, conformément à l'art. 6 de l'arrêté du 15 février 1932, l'importateur devait, au moment de l'entrée des marchandises en France, consigner au service des douanes

françaises, un montant égal à 10 % de la valeur déclarée des marchandises importées. Ce qui correspond à l'inscription d'une clause pénale dans le contrat entre l'Office et l'importateur, par le versement d'arrhes.

Cette obligation était extrêmement gênante pour les importateurs. En consignait ces 10 % au service des douanes, puis en payant le total du prix entre les mains de l'Office, ils se trouvaient, à un moment donné, avoir versé plus que la somme totale dont ils étaient débiteurs. Comme un temps assez long s'écoulait avant qu'ils puissent se faire rembourser leur consignation par la douane, leur trésorerie en était parfois gênée.

Devant les doléances justifiées des importateurs, le versement de la consignation fut modifié, il s'opère maintenant de la façon suivante : ¹

L'importateur adresse à la Chambre de commerce de Paris (Office de compensation), en même temps que sa déclaration en cinq exemplaires, un chèque barré émis (ou visé pour provision) par une banque notoirement connue à l'ordre de la « Chambre de commerce de Paris, Office de Compensation » représentant dix pour cent du montant de la valeur de la marchandise. Au reçu de la déclaration d'importation accompagnée du chèque, la Chambre de commerce de Paris, Office de Compensation, la vise en indiquant que le premier versement de dix pour cent a été effectué et le fait suivre à la Direction Générale des Douanes pour autorisation d'importation.

Ce versement garde toujours le caractère d'arrhes, mais il s'impute sur le règlement que doit effectuer l'importateur. Celui-ci n'a donc plus jamais à verser au delà de ce qu'il doit réellement. C'est une nouvelle

1. Circulaire de la Chambre de commerce de Paris, 15 avril 1932.

simplification apportée par l'Office à la procédure de compensation, et, qui doit encore favoriser les échanges internationaux de marchandises.

Cependant, en cas d'achat à terme, ou d'achat de marchandises à fabriquer, l'importateur peut être obligé, par cette nouvelle procédure, de consigner les 10 % longtemps avant l'importation réelle, une période assez longue pouvant séparer l'entrée des marchandises en France de la demande d'autorisation de leur importation. Dans ce cas, lorsque le vendeur étranger est de solvabilité reconnue, s'il accepte d'être réglé par l'intermédiaire de l'Office, l'importateur peut être dispensé, par décision spéciale, du versement des 10 %.

La contravention à ses engagements par l'importateur est sanctionnée en France d'une façon assez bénigne. Il n'en est pas de même à l'étranger où la répression est en général assez sévère. En Belgique par exemple, l'importateur qui contrevient à ses engagements est passible d'un emprisonnement de 1 mois à 1 an et d'une amende de 100 à 3.000 francs.

B. Vis-à-vis de l'exportateur.

L'intermédiaire de l'Office de compensation n'est pas obligatoire pour l'exportateur, qui est laissé libre de faire rentrer ses créances sur l'étranger par tous moyens à sa convenance. Cependant, comme la compensation se pratique avec les pays qui ont interdit le commerce des devises, et que, par suite des accords, son client étranger est obligé de verser le prix à l'Office de compensation de son pays, l'exportateur n'a, en réalité, sauf quelques exceptions, qu'un seul moyen pour toucher les créances qu'il a sur ces pays : passer par l'Office de compensation.

Pour être admis à bénéficier des avantages que leur assure le système de compensation, les exportateurs doivent fournir tous les renseignements sur leurs exportations et en justifier la réalité. Pour cela, ils font à l'Office une déclaration d'exportation comportant : leur nom, leur qualité — la date de l'exportation, c'est-à-dire celle de la sortie-douane, le nom et l'adresse du destinataire — le pays d'expédition et d'origine de la marchandise — le fabricant, l'expéditeur, le transitaire au départ — la nature de la marchandise, poids brut, poids net, nombre de pièces — le point de sortie de France et le bureau de dédouanement — le point d'entrée des marchandises dans le pays importateur — la valeur des marchandises — le mode de règlement et les dates de paiement.

La déclaration porte en outre la formule :

« Je déclare avoir pris connaissance des dispositions
« de l'arrêté interministériel du 15 février 1932 publié
« au *Journal Officiel* du 23 du même mois et être prêt
« à fournir à la Chambre de commerce de Paris, Office
« de compensation, toutes justifications que, en exécution dudit arrêté, il lui paraîtrait utile de me demander.
« Je déclare accepter sans réserve les dispositions de cet
« arrêté ».

A cette déclaration qu'il doit certifier sincère et véritable, l'exportateur joint ou fait parvenir ultérieurement à l'Office : « le certificat de sortie de douane française,
« ainsi qu'un double de la lettre de voiture ou de connaissance dûment acquitté par le destinataire de la marchandise, dont la légalisation de la signature pourra
« être exigée, ou par la production des papiers de douane
« prouvant l'entrée de la marchandise dans le pays

« étranger... » (art. 8 de l'arrêté du 15 février 1932).

Lorsque l'Office de compensation français aura été avisé par l'Office correspondant du pays étranger que le versement du prix lui a été fait par le client de l'importateur, il remettra à celui-ci dans la limite de ses disponibilités, un chèque sur la Banque de France dont le montant correspondra au prix de vente des marchandises exportées.

Malheureusement, pour la plupart des pays, les ressources de l'Office sont inférieures aux paiements qu'il doit effectuer. Les versements faits par les importateurs français entre les mains de l'Office sont insuffisants pour régler toutes les créances des exportateurs de marchandises françaises qui y sont inscrites. Dans ce cas, l'Office remet à l'exportateur non réglé un récépissé extrait d'un livre à souche et numéroté, portant l'indication de la somme dont l'importateur est créancier.

En examinant les relations de l'Office avec l'organisme étranger correspondant et son fonctionnement interne, nous verrons comment ces récépissés sont payés.

C. Vis-à-vis des organismes étrangers correspondants.

Comme nous l'avons vu, à chacun des organismes de l'Office de compensation correspond à l'étranger un organisme similaire, généralement la Banque Centrale du pays envisagé.

C'est entre ces deux organismes, et entre eux seuls que fonctionne la compensation des créances et des dettes résultant des échanges de marchandises.

Chaque jour, l'Office reçoit de l'organisme correspondant un bordereau de crédit l'avisant des paiements effectués entre ses mains par les importateurs de son

pays pour le compte des exportateurs français, ce qui lui permet de créditer ceux-ci dans ses comptes, de les payer si les fonds mis à sa disposition sont suffisants ou de leur remettre un récépissé si les fonds sont insuffisants. C'est seulement en effet, lorsque le débiteur étranger a payé entre les mains de son Office national que l'exportateur français peut être crédité de la somme correspondante par l'Office français.

Inversement, l'Office avertit chaque jour l'organisme correspondant, des versements qui lui ont été faits par les importateurs français pour le compte des exportateurs de ce pays, et en crédite son compte.

Toutes ces opérations sont libellées en francs français ou converties dans la monnaie du pays correspondant suivant les bases de l'accord passé avec lui.

D. Quant à son organisation interne.

Sauf les services chargés des demandes d'autorisation d'importation et des relations avec les exportateurs qui constituent les services extérieurs, on peut dire que l'organisation de l'Office est celle d'une comptabilité au fonctionnement très délicat et compliqué mais dont le principe est fort simple.

Toutes les opérations de l'Office donnent lieu à des inscriptions dans les comptes-courants ouverts par lui, à la Banque de France — à la Banque Nationale Etrangère ou à l'Office correspondant — aux importateurs en France de marchandises provenant ou originaires du pays visé — aux exportateurs de marchandises françaises dans ce pays.

Ces opérations sont uniquement scripturales, les écritures en sont tenues en partie double. La Banque de

France est chargée, conformément au second alinéa de l'art. 3 du décret du 15 février 1932, de toutes les opérations financières de l'Office. La Chambre de commerce ne voulant pas avoir de deniers à manier, n'accepte pas de fonds et effectue tous ses paiements par chèques tirés sur la Banque de France.

Les diverses opérations qui sont enregistrées par l'Office sur ses livres sont :

1° Les versements effectués par les importateurs en France de marchandises originaires ou en provenance du pays visé. Les fonds sont déposés à la Banque de France dont le compte courant à l'Office est débité, en contre partie, le compte courant des importateurs est crédité de la même somme.

2° Les ordres de paiement aux exportateurs étrangers donnés par l'Office français à l'organisme de compensation étranger. Le compte courant de celui-ci est alors crédité des sommes correspondantes, alors que, en contre partie, le compte courant des importateurs en est débité.

3° Les ordres de paiement aux exportateurs français reçus par l'Office de l'organisme de compensation étranger. Le compte-courant de celui-ci en est alors débité et, en contre partie, le compte courant des exportateurs de marchandises françaises en est crédité.

4° Les versements effectués par l'Office aux exportateurs de marchandises françaises dont le compte courant est débité alors que le compte courant de la Banque de France est crédité.

Le circuit des opérations comptables ainsi schématisé est complet mais, en réalité, il est beaucoup plus compliqué.

En effet, il n'y a pas, comme nous l'avons exposé pour simplifier le mécanisme des opérations, qu'un seul compte importateur et qu'un seul compte exportateur, mais un compte ouvert à chaque importateur et à chaque exportateur. A l'heure actuelle, il y a approximativement 30.000 comptes exportateurs et 20.000 comptes importateurs pour l'ensemble de l'Office.

D'autre part, en débitant le compte importateur, on ne crédite pas purement et simplement le compte des exportateurs de la somme correspondante par l'intermédiaire du crédit et du débit de l'organisme correspondant étranger. Il faut faire une ventilation. Dans des proportions qui varient suivant les accords avec chaque pays, les sommes versées par les importateurs français doivent servir à éteindre les créances des exportateurs postérieures aux accords de compensation (compte A) et les créances antérieures auxdits accords (compte B). De plus, certains accords réservent un pourcentage des sommes versées à l'Office par les importateurs français pour être mis à la libre disposition de l'organisme de compensation étranger.

Qu'elles fassent partie du compte « A » ou du compte « B », l'ordre de paiement des créances des exportateurs suivi par l'Office est l'ordre chronologique : les créances les plus anciennement inscrites sont payées les premières. Cependant, par suite d'arrêtés ministériels, certaines créances sont privilégiées ; ce sont, en général, celles qui ont rapport à des exportations favorisant la propagande française à l'étranger, telles que la vente de livres ou de journaux français. Par contre, comme nous l'avons vu, certains versements ne sont pas perçus par l'Office et sont affectés directement au règlement des dettes

provenant de l'achat de marchandises nommément désignées.

La Chambre de commerce de Paris (Office de compensation), conformément à l'autorisation qui lui est accordée par l'art. 10 de l'arrêté interministériel du 15 février 1932 prélève sur tous les versements qui lui sont faits, et sur tous les paiements qu'elle fait, une taxe de 2 pour 1.000. C'est au moyen de ces ressources qu'elle alimente le budget de l'Office qui est, du reste, à peu près en équilibre et ne coûte rien à la Chambre de commerce de Paris. Les versements par les importateurs français à l'Office de compensation et les sommes dont les exportateurs sont crédités par l'Office étranger doivent être majorés de cette taxe pour désintéresser totalement les créanciers.



CHAPITRE IV

CRITIQUES DE PRINCIPE CONTRE LES OFFICES DE COMPENSATION

Le système de la compensation organisé comme nous venons de le voir, a donné lieu à de nombreuses objections de principe. Ces critiques sont faites à la fois sur le plan national et sur le plan international, par la presse, dans les conférences économiques, ou dans les rapports comme celui du Comité financier de la Société des Nations de mars 1932.

C'est un rouage inutile.

Certains reprochent à l'Office d'être un rouage supplémentaire inutile. Son intermédiaire obligatoire constitue une nouvelle gêne pour les échanges internationaux. Il limite et entrave la liberté du commerce puisque le mouvement des fonds est contrôlé et que l'importateur est obligé de passer par l'Office. Son institution était inutile, les exportateurs français arrivaient, malgré le moratoire des transferts, à récupérer une partie de leurs créances sur l'étranger.

Nous avons répondu à cette première objection en exposant les circonstances qui ont précédé l'Office et en ont nécessité la création. Il fallait maintenir les échanges, en supprimant les transferts de capitaux entre les pays. Les exportateurs eux-mêmes demandaient qu'on les défende, les chambres syndicales et les chambres de commerce s'étaient fait leur interprète et avaient déposé de nombreux vœux demandant la protection des exportateurs.

La commission interministérielle qui a conseillé l'emploi de la compensation comme étant la seule mesure propre à sauvegarder les droits des exportateurs français à l'étranger comprenait les représentants les plus qualifiés de l'industrie et du commerce français, une délégation des membres de la Chambre de commerce de Paris¹.

C'est du Troc.

D'autres reprochent à la compensation d'être en réalité le troc organisé. Elle favorise l'échange de marchandises d'un pays contre des marchandises d'autres pays. Mais, comme nous l'avons vu en examinant le mécanisme de la compensation, si celle-ci permet de maintenir les échanges en éliminant les mouvements de fonds, l'intervention de la monnaie n'est pas supprimée. Au contraire, c'est une nouvelle technique de paiement qui est organisée, mais le facteur monétaire y joue le

1. Voir à ce sujet le rapport de M. Bertaut, membre de la Chambre de Commerce de Paris, présenté à celle-ci à la séance du 23 décembre 1931, (*Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris* 1931, t. 2, p. 1439 et suiv.).

rôle principal. La compensation ne se produit pas dans l'échange des marchandises, mais seulement dans le paiement des créances et des dettes résultant des échanges de marchandises.

Les opérations commerciales entre les deux pays ne sont pas individualisées. Une importation n'a pas forcément une exportation comme contre-partie. C'est le règlement comptable de l'ensemble des exportations d'un pays vers un autre qui se compense avec le règlement de l'ensemble de ses importations en provenance de ce même pays.

C'est de l'économie dirigée.

Beaucoup voient dans les Offices de compensation une nouvelle intrusion de l'Etat dans la vie économique des pays. Ce serait une nouvelle manifestation de l'économie dirigée, de l'étatisme.

On peut répondre qu'en France, c'est la Chambre de commerce de Paris, peu suspecte en général de favoriser l'étatisme, qui a réclamé la compensation et qui est chargée de l'organisation. Si l'on exige des importateurs de passer par l'Office, ce n'est pas pour contrôler et limiter le commerce extérieur, c'est au contraire pour le rendre possible en facilitant le règlement des exportateurs français. Ce n'est pas l'organisation des offices de compensation qui est une manifestation d'étatisme, c'est l'abus qui peut en être fait. Dans certains pays, sous prétexte d'organiser la compensation, on a institué un véritable monopole du commerce extérieur.

En Suisse, sous l'influence du parti socialiste¹ profi-

1. Voir Manifeste du parti socialiste suisse, mai 1932.

tant de ce qu'elle est un pays à monnaie saine, beaucoup plus importateur qu'exportateur (la balance commerciale est en déficit de 600 millions de francs suisses, soit environ 3 milliards de francs français), le gouvernement fédéral présentait aux Chambres le 27 mai 1932, un rapport tendant à centraliser les achats faits à l'étranger. Il est vrai que le gouvernement ne demandait pas d'organiser le monopole des importations de certains produits, mais de confier celui-ci à certains organismes de droit privé existant déjà. Il y a là certes une nuance, mais n'est-ce pas une étape vers le monopole du commerce extérieur ?

En France, les importateurs et les exportateurs sont libres d'acheter et de vendre à qui il leur plait. Le commerce extérieur est absolument libre, sous la seule réserve pour les importateurs de régler leurs vendeurs étrangers par l'intermédiaire de l'Office. La compensation organise une technique de règlement des échanges imposée par les circonstances.

Il n'y a pas là d'économie dirigée pas plus qu'il n'y a atteinte à l'activité normale des banques. C'est en parfait accord avec celles-ci que travaille l'Office dont le fonctionnement est assuré avec la collaboration très étroite de la Banque de France. Dans la plupart des autres pays, ce sont les banques centrales elles-mêmes qui ont été chargées de ce service.

C'est du contingentement.

Dans l'esprit de beaucoup de gens, compensation et contingentement sont des mesures qui s'apparentent, alors que la réalité est toute autre ; on peut dire qu'elles

s'opposent : l'une a pour but de rendre possible les échanges internationaux, l'autre de les limiter.

Le contingentement, c'est la restriction apportée par un pays à l'ouverture de ses frontières aux marchandises étrangères. L'entrée de celles-ci est réduite à des quantités limitées par catégories de produits et par pays importateurs. C'est une mesure d'ordre économique destinée à restreindre les importations.

La compensation est une mesure d'ordre monétaire et financier destinée à débloquer les créances gelées dans certains pays et à faciliter les échanges internationaux en rendant possible leur règlement.

C'est une convention de traitement préférentiel réciproque.

Sur le plan international, on reproche aux accords de compensation de favoriser certains pays aux dépens des autres. La compensation des créances et des dettes résultant des échanges entre deux pays produirait entre eux les mêmes effets que la compensation du Droit français entre deux particuliers¹; elle jouerait le rôle de garantie et équivaldrait à un privilège à l'encontre des autres pays. Chacun des pays serait investi, pour le paiement de ses exportateurs, d'une sûreté spéciale sur la dette de ses importateurs envers les exportateurs de l'autre pays.

De plus, ces conventions seraient contraires à la clause

1. Voir, COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil français*, t. 2, édit. 1921, p. 115.

JOSSERAND, *Cours de droit civil positif français*, t. 2, 2^e édit., 1933, p. 494.

de la nation la plus favorisée qui est presque de style dans tous les accords commerciaux.

Cependant, les pays qui ont pris des mesures restrictives des paiements à l'étranger n'ont pas le choix, ils doivent négocier des conventions de compensation, sinon, ils se verront imposer celles-ci d'une façon unilatérale, comme ils l'ont fait eux-mêmes pour l'interdiction des transferts, et cela sans aucun avantage pour les autres pays.

C'est uniquement parce que les opérations d'importation et d'exportation se balancent plus ou moins que la compensation peut-être établie; elle est le résultat d'un état de fait et non d'une convention seule visée par la clause de la nation la plus favorisée. Il ne dépend que des autres nations d'organiser la compensation avec ce pays et d'en bénéficier.

La compensation ne crée pas un courant d'affaires entre deux pays qui passent un accord, elle rend possible les affaires en en permettant le règlement.

CHAPITRE V

RÉSULTATS DE L'OFFICE DE COMPENSATION

Au bout de quelques mois de fonctionnement, on peut commencer à apprécier les résultats qu'ont donnés les Offices de compensation.

Les accords de compensation ont permis à certains pays de ne pas vivre isolés, à l'écart des relations économiques mondiales, et de continuer à faire des échanges commerciaux avec certains pays.

Sans la compensation, le moratoire des paiements extérieurs, décrété par eux, les aurait empêchés de se procurer les produits étrangers indispensables à leur vie économique. Leurs fournisseurs habituels ne pouvant plus être payés auraient refusé de leur vendre. Par représailles, les marchés étrangers leur auraient été fermés. Leur isolement eût été total, et, comme nous l'avons vu, l'autarchie complète étant impossible, c'est leur existence même qui eut été menacée.

Les tableaux suivants (extraits du rapport mensuel sur l'activité de l'Office de compensation, décembre 1933) indiquent que des courants commerciaux importants

IMPORTATIONS

(en milliers de francs)

1932

Mois	Autriche	Bulgarie	Estonie	Grèce	Hongrie	Lettonie	Yougo-slavie
Mars	9.244	—	566	—	10.571	—	—
Avril	13.101	—	1.446	—	3.628	—	—
Mai	5.783	—	1.378	—	2.837	1.776	—
Juin	6.932	—	1.060	7.128	1.936	1.085	—
Juillet	8.464	—	852	7.174	2.382	2.913	—
Août	10.092	1.243	1.348	4.493	2.664	2.439	—
Septembre	8.489	804	903	7.531	2.701	1.617	—
Octobre	10.530	1.502	1.038	8.376	20.312	5.637	2.334
Novembre	14.407	1.532	2.587	7.491	3.457	5.161	8.492
Décembre	8.975	3.919	2.229	6.699	14.455	2.777	4.209

IMPORTATIONS

(en milliers de francs)

1933

Mois	Autriche	Bulgarie	Estonie	Grèce	Hongrie	Lettonie	Turquie	Yougoslavie
Janvier	6.130	6.628	1.682	6.272	8.660	4.992	—	3.662
Février	8.545	1.014	3.222	10.192	5.201	2.876	—	4.633
Mars	7.870	2.779	2.483	4.517	8.553	3.215	—	4.928
Avril	10.388	1.233	2.300	6.916	3.869	944	—	2.613
Mai	10.322	646	664	7.139	3.181	2.724	—	3.063
Juin	7.131	1.217	2.033	7.656	3.624	2.697	—	3.667
Juillet	10.033	724	3.859	9.643	4.065	2.404	2.388	4.768
Août	8.117	530	1.081	5.987	5.980	2.909	2.559	2.645
Septembre	9.437	785	1.261	6.097	7.975	1.959	3.693	6.438
Octobre	10.702	1.772	1.769	6.319	13.769	8.222	8.079	4.639
Novembre	10.309	1.556	1.787	5.507	5.144	2.374	12.150	5.627

EXPORTATIONS

(en milliers de francs)

1932

Mois	Autriche	Bulgarie	Estonie	Grèce	Hongrie	Lettonie	Yougo-slavie
Mars	9.101	—	390	—	1.524	—	—
Avril	—	—	495	—	2.789	—	—
Mai	5.345	—	214	—	3.380	1.471	—
Juin	6.671	—	444	5.510	3.300	1.007	—
Juillet	4.373	—	275	3.869	2.134	983	—
Août	5.625	3.845	368	6.082	3.000	782	—
Septembre	6.362	2.852	365	4.946	3.214	1.269	3.041
Octobre	6.145	1.862	382	5.946	2.958	1.123	4.352
Novembre	6.955	1.343	406	4.395	3.714	1.304	3.220
Décembre	6.712	1.532	827	4.487	4.194	1.285	2.434

EXPORTATIONS

(en milliers de francs)

1933

Mois	Autrich	Bulgarie	Estonie	Grèce	Hongrie	Lettonie	Turquie	Yougoslavie
Janvier	5.138	2.474	716	4.390	2.946	798	—	2.450
Février	5.339	1.971	383	4.867	4.000	863	—	1.789
Mars	6.475	3.041	201	3.550	3.010	679	—	3.147
Avril	5.225	2.233	840	4.352	4.377	780	—	3.265
Mai	5.446	1.805	512	4.045	4.754	1.152	—	2.072
Juin	4.875	1.390	991	3.001	5.718	875	—	2.684
Juillet	4.730	1.009	1.886	4.853	3.498	1.851	7.116	2.363
Août	6.220	1.933	708	3.453	4.800	1.351	6.869	1.980
Septembre	6.099	1.295	755	8.166	4.887	1.955	6.056	3.300
Octobre	6.359	1.599	1.079	8.205	4.138	2.108	3.688	3.217
Novembre	6.931	2.098	859	11.600	3.485	2.861	5.022	4.365

ont pu être maintenus, grâce à la compensation, entre la France et les pays avec lesquels elle a passé des accords. Les deux premiers tableaux indiquent les importations en France de marchandises provenant de quelques-uns de ces pays pour les 9 derniers mois de l'année 1932 et les 11 premiers mois de 1933. Les deux autres tableaux montrent les exportations françaises vers ces pays aux mêmes époques.



Bien loin de paralyser les échanges internationaux, les accords de compensation les rendent possibles, les favorisent même.

Ils permettent de rapatrier légalement certaines créances qui, autrement, seraient bloquées à l'extérieur. Les exportateurs français peuvent ainsi continuer à vendre à l'étranger puisqu'ils seront réglés, au moyen des sommes versées par les importateurs en France de marchandises provenant de ces pays.

Même lorsque l'exportateur ne peut être réglé immédiatement, l'Office manquant de disponibilité, la compensation présente encore pour lui de grands avantages. Sa créance sur l'étranger est garantie contre l'insolvabilité à venir de ses clients ; ceux-ci ne doivent pas garder les fonds par devers eux en attendant que, le moratoire des paiements étant levé, ils puissent les verser entre les mains de leur vendeur ; ils doivent payer à l'échéance le montant de leur dette à l'organisme de compensation de leur pays qui en crédite l'Office de compensation français pour le compte de l'exportateur.

Le gros avantage que présente la compensation pour les exportateurs, c'est la garantie contre les variations

ultérieures du taux du change. Cette garantie est extrêmement intéressante à l'heure où, les monnaies de tant de pays s'écroulant, les créanciers de sommes sur l'étranger ne savent pas, même s'ils sont payés, ce qu'ils toucheront. Si bien que beaucoup d'exportateurs préféreraient s'abstenir de toutes transactions. Toutes les conventions de compensation passées par la France fixent à l'avance le taux du change auquel seront faites les opérations entre les deux Offices. Il est fixé soit *ne varietur* aux environs de la parité légale, soit au cours officiel du jour de l'opération¹.

De toute façon, l'exportateur français est assuré de toucher l'intégralité de sa créance qui doit être libellée en francs français. Son client en effectue le paiement dans sa monnaie nationale à l'Office de son pays, mais alors : ou bien son gouvernement garantit le taux du change (voir conventions franco-lettonne, franco-honroise...) et le créancier français touche bien ce qui lui est dû — ou bien ce versement n'est libératoire pour lui que lorsque son créancier français a réellement touché la totalité de sa créance libellée en francs français ; en cas d'insuffisance, il doit faire un nouveau versement supplémentaire (voir convention franco-grecque, franco-autrichienne, franco-esthonienne...).

Tous ces avantages — possibilité de rapatrier leurs créances, garantie contre l'insolvabilité future du vendeur, garantie de change — sont acquis au prix d'une petite gêne pour les importateurs : l'obligation de payer leur vendeur étranger par l'intermédiaire de l'Office.

1. Ce jour est du reste difficile à fixer ; il peut y avoir difficultés provenant des différences des législations applicables en la matière. De toute façon, les versements à effectuer par l'acheteur sont évalués au cours du jour de l'échéance ou du versement, suivant les conventions.

Pour les exportateurs, ils acquièrent ces avantages sans aucune obligation pour eux puisqu'ils sont libres de passer ou non par l'Office.

Pour les importateurs, la compensation n'apporte pas seulement une gêne, mais ils y trouvent l'avantage de pouvoir se libérer en francs français, à l'Office sans avoir à se préoccuper du change, sans en subir les aléas. Avant l'institution de la compensation, lorsque l'importateur ne voulait pas courir ce risque, il pouvait, se couvrir en passant immédiatement l'opération contraire, mais il perdait alors le bénéfice du paiement à terme qu'il avait pu obtenir.

A la date du 31 décembre 1933, le tableau suivant, donne par pays, en francs français, le total des créances françaises qui ont été effectivement réglées aux exportateurs et celles dont le montant a été versé à l'Office étranger correspondant par les importateurs de marchandises françaises.

PAYS	Sommes versées au compte de l'Office à l'étranger	Sommes converties et payées effectivement à Paris ¹
Allemagne (<i>accord spécial</i>)	630.821,60	630.821,60
Autriche	106.145.965,71	95.749.511,83
Brésil	—	—
Bulgarie.....	14.320.429,95	7.646.659,14
Chili	65.362.419,92	45.904.625,89
Colombie	9.525.782,86	9.442.975,26
Equateur.....	3.099.427,20	31.535,40
Esthonie	30.941.508,11	27.704.891,03
Grèce	79.197.265,52	66.072.776,53
Hongrie	150.754.066,41	76.809.751,36
Lettonie	43.094.258,66	37.144.422,65
Turquie	14.682.363,69	14.181.929,25
Yougoslavie	66.191.375,51	46.158.846,62
	583.945.685,14	427.478.744,56

(Rapport sur l'activité de l'Office, 1-1-34).

1. Ces sommes comprennent non seulement les versements faits par l'Office, mais encore ceux faits par compensation privée.

L'Office français a donc réussi à préserver des dangers résultant des mesures prises à l'étranger et restreignant le commerce des devises, un montant global de créances s'élevant à 583.945.685 fr. 14 sur lesquels 427.478.744 fr. 56 ont été rellement payés aux exportateurs.

La différence entre ces deux sommes représente le retard apporté au règlement des exportateurs.

Retard dans les règlements

Les créances réglées par compensation le sont avec un certain retard. Quoiquela compensation soit, nous l'avons vu, un incontestable facteur de progrès et une amélioration certaine sur la situation antérieure, on ne considère souvent que ce retard pour le reprocher à l'Office. Cependant, il est inévitable.

Il ne faut pas oublier que l'Office ne peut régler les exportateurs que dans la mesure de ses disponibilités. Non seulement, il faut que l'Office étranger correspondant l'ait averti du paiement effectué entre ses mains par le débiteur étranger, mais encore, il doit attendre les rentrées de fonds versés par les importateurs français. Il se produit forcément un décalage.

L'Office a pris en charge le paiement des créances courantes postérieures à sa création. Il doit aussi liquider celles qui lui sont antérieures. Ses ressources ne proviennent que des versements effectués par les importateurs après sa création. Il y a là une source importante

de retard, qui disparaîtra, espérons-le, le jour où toutes les créances antérieures auront été liquidées.

Une autre cause de retard vient de ce que nos importateurs obtiennent des délais de paiement plus longs que nos exportateurs n'en accordent à leurs clients. Nos exportateurs exigent, en général, un paiement comptant, alors que nos importateurs paient en moyenne à 90 ou 120 jours. Il ne faut du reste pas nous plaindre de cette situation qui, si elle vient peut-être de ce que nos exportateurs et nos banquiers sont plus timorés que ceux de l'étranger, est surtout causée par le fait que nos commerçants et nos lois inspirent plus de confiance et que la solidité de notre devise est plus assurée.

Malgré tous les efforts de l'Office pour améliorer la situation, un certain retard est inévitable. N'est-il pas aggravé par la politique douanière du gouvernement français ? Après avoir adopté résolument la compensation et conclu de nombreux accords, celui-ci semble avoir oublié d'organiser la matière compensable.

Pour faire de la compensation, il faut que les exportations et les importations s'équilibrent, mais la politique de contingentement adoptée par le gouvernement pour protéger certaines industries et surtout l'agriculture rompt le jeu normal des échanges.

A la date du 3 janvier 1934, le tableau suivant donne l'état, par pays, des retards de paiement des créances des exportateurs français par l'Office. Les dates indiquées sont celles de l'inscription de la dernière créance payée. Comme l'Office suit l'ordre chronologique pour le paiement, les créances inscrites avant cette date sont payées, celles inscrites après sont en attente :

PAYS	Compte « A »	Compte « B »
Allemagne	Pas de retard	
Autriche	Nouvel accord, il n'y a plus de retard.	
Bulgarie	1 ^{er} mai 1933	13 juin 1933
Chili	18 août 1933	25 juillet 1933
Colombie	Pas de retard	
Equateur	Aucun paiement n'a pu être fait encore par l'Office.	
Esthonie	23 octobre 1933	Liquidé
Grèce	Pas de retard	
Hongrie	11 août 1932	Liquidé
Lettonie	23 octobre 1933	4 juillet 1933
Turquie	Pas de retard	
Yougoslavie	1 ^{er} septembre 1933	6 février 1933

Pour certains pays, les paiements coïncident à peu près avec les versements des débiteurs étrangers. Il faut du reste constater une grosse amélioration dans le règlement des échanges commerciaux depuis le début du fonctionnement de l'Office.

Pour d'autres pays, les retards apportés au règlement des créances des exportateurs français sont encore trop longs. Si l'institution de la compensation a grandement amélioré la situation des exportateurs qui sont maintenant certains de récupérer leurs créances sur l'étranger alors qu'avant elles y étaient bloquées, les retards n'en sont pas moins une charge très lourde pour leur trésorerie. Ils sont ainsi obligés de consentir des découverts importants que certains ne peuvent supporter.

Nous avons vu que lorsque l'Office a été avisé par l'organisme correspondant du paiement effectué par le client de l'exportateur français, il crédite celui-ci dans ses livres. Pour, matérialiser sa créance, il lui délivre un récépissé numéroté qui constitue la preuve de la créance et lui permet de prendre rang pour se faire payer sur les disponibilités futures de l'Office. C'est une attestation de l'existence de la créance, mais aucune date ne peut

être fixée pour le règlement ; c'est l'ordre seul qui l'est, puisqu'il est impossible de prévoir les ressources qui dépendent uniquement des versements des importateurs.

Mobilisation des créances

Devant la situation difficile des exportateurs français, la Chambre de commerce de Paris a cherché à remédier à la lenteur des règlements.

D'abord, elle a facilité le transfert des créances entre les particuliers. En acceptant de virer sur ses livres au compte d'une autre personne la créance d'un importateur, elle a permis à celui-ci de se procurer des fonds en la vendant moyennant un certain escompte, soit à des organismes bancaires, soit à des particuliers en quête de placements sûrs. Cette opération est rendue possible par le fait que l'existence et le montant de la créance sont certains, que seule la date du paiement est inconnue.

C'était déjà là une amélioration. C'est surtout en obtenant de la Banque de France son acceptation au réescompte des effets créés par les exportateurs français en représentation des sommes dont ils sont créditeurs à l'Office, que la Chambre de commerce de Paris a permis la mobilisation de ces créances.

A la suite de sa séance du 5 octobre 1932, la Chambre de commerce de Paris faisait paraître la note suivante :

« La Chambre de commerce de Paris fait connaître
« aux exportateurs français porteurs de créances blo-
« quées chez les correspondants étrangers de l'Office
« de compensation et auxquels des récépissés ont été

« délivrés, conformément à l'art. 9 de l'arrêté inter-ministériel du 15 février 1932, que ces créances sont « désormais susceptibles d'être mobilisées ».

Sur l'initiative de M. Gabriel Brizon, membre de la Chambre de commerce de Paris, vice-président de l'Office de Compensation et de M. Julien Durand, Ministre du commerce, les négociations entreprises avec la Banque de France aboutirent à l'acceptation par celle-ci, dans les conditions habituelles, du réescompte et du renouvellement des effets créés en mobilisation des crédits de compensation.

Il faut que ces effets soient munis des trois signatures réglementaires et qu'ils restent dans les limites de l'en cours accordé à la banque qui les présente au réescompte.

L'acceptation au réescompte par la Banque de France a permis aux grands établissements de crédit d'être plus libéraux pour l'acceptation de ce genre de papier pour lequel ils avaient, déjà cependant, donné des facilités à leur clientèle. La « Banque Nationale Française pour le Commerce Extérieur » en particulier pratiquait ce genre d'opération.

Les effets créés pour mobiliser les crédits de compensation ne sont-ils pas collusoires entre les parties ? On pouvait douter de la régularité de leur provision quoique le récépissé remis par l'Office atteste la réalité de la cause¹. Il est admis, et l'acceptation de la Banque de France confirme l'exactitude de cette thèse, qu'il s'agit de la continuation d'opérations commerciales dont le gage n'a pas disparu, mais s'est transformé en espèces déposées chez les correspondants étrangers de l'Office.

1. Cette attestation ne vaut du reste pas comme acceptation de l'Office.

Les effets devront comporter la formule « valeur en crédit de compensation, bordereau n^o..... tel pays ».

La question de leur renouvellement n'offre pas de difficultés spéciales puisque l'on considère que les nouveaux effets sont la continuation des anciens, cependant, elle est très fréquente puisqu'on ne peut prévoir au moment de la création de l'effet la date à laquelle on pourra disposer librement de la provision.

En pratique, pour mobiliser un crédit de compensation, son propriétaire remet à la Banque les avis de crédit reçus de l'Office. Pour la création des effets, il peut procéder soit par acceptation, soit par voie de caution solidaire et d'aval. Naturellement, les banques n'acceptent les effets que s'ils sont tirés par des personnes notoirement solvables ; elles se réservent, comme pour toutes les autres opérations, le droit de discussion.

Pour que l'effet soit muni des trois signatures réglementaires, l'exportateur le tire, en général, sur une filiale de l'organisme bancaire auquel il s'adresse ; celui-ci l'escompte à son tour en fonctionnant comme banque d'acceptation.

Certaines banques demandent à leur client de faire virer par l'Office à leur propre crédit les sommes inscrites au crédit de l'emprunteur ; elles se trouvent ainsi substituées à lui par un ordre de transfert ordinaire. Le risque qu'elles courent est alors pour ainsi dire nul puisqu'elles ont un gage certain.

D'autres banques demandent que le récépissé soit joints aux effets qui circulent alors comme des crédits documentaires dont le gage ne peut disparaître puisque l'Office ne peut payer l'exportateur que contre remise du récépissé.

Nous voyons ainsi que l'Office, bien loin d'écarter les banques du règlement des échanges extérieurs, cherche à les faire intervenir dans le circuit des affaires rendues possibles par la compensation. Il a aussi essayé d'y faire intervenir les Compagnies d'assurances crédit : à la date du 7 décembre 1932, la Chambre de commerce de Paris faisait paraître la note suivante :

« A la suite des pourparlers qui ont eu lieu entre le
« Ministère du commerce, l'Office de compensation et
« les Compagnies d'assurances crédit, ces dernières ont
« accepté d'assurer les crédits actuellement bloqués chez
« les correspondants étrangers de l'Office de compen-
« sation ».

Au 31 décembre 1933, le total des récépissés délivrés par l'Office était de 75.328.812 francs, mais il n'est pas possible de savoir quelle en est la proportion qui fut mobilisée puisque, pour le faire, l'exportateur peut employer des moyens très divers dont beaucoup ne peuvent être saisis à un moment donné.

CHAPITRE VI

COMPENSATION PRIVÉE

A côté de la compensation officielle par l'intermédiaire des Offices, tous les accords prévoient la possibilité de la compensation privée.

Ce procédé était du reste employé dès avant l'institution officielle de la compensation. Pour tourner les interdictions de sortie de capitaux édictées par divers Etats, des initiatives individuelles ont organisé des échanges clandestins de pays à pays. Des capitalistes de pays où les exportations sont interdites se mettent en rapport avec des débiteurs étrangers de leurs exportateurs, ils se chargent de régler ceux-ci à la condition que les étrangers mettent à leur disposition des devises qu'ils considèrent comme plus sûres. Cette opération se fait moyennant une prime. Il se crée ainsi des cours de change clandestins.

A côté de ces opérations plus ou moins régulières, il y a de nombreux cas où la compensation légale du droit commun doit normalement jouer. Les qualités de créancier et de débiteur se trouvent réunies dans la même personne. Il serait vraiment contraire à la raison de

contraindre un importateur français par exemple à payer son créancier étranger, alors que celui-ci, se prévalant de l'interdiction des paiements extérieurs, décrétée par son pays, ne lui paierait pas ce qu'il lui doit. Il serait du reste impossible en France d'empêcher la compensation privée. Celle-ci se produit automatiquement par l'effet de la loi dès l'instant où les qualités de créancier et de débiteur d'une même personne se trouvent réunies sur la même tête. Un texte comme l'arrêté du 15 février 1932 n'ayant qu'une valeur réglementaire et administrative ne peut suspendre l'effet de la loi. Il pourrait cependant l'empêcher pratiquement d'avoir des effets en refusant l'autorisation d'importation.

Tous les accords ont prévu cette situation ; à côté de la compensation collective des créances et des dettes résultant des échanges entre deux pays, ils autorisent la compensation individuelle. Sous réserve de certaines modalités, ils admettent la possibilité de compensation directe entre particuliers. Si, dans les relations d'affaires entre deux maisons exportatrices de chacun des pays envisagés, se présente la possibilité d'une compensation résultant d'une opération d'achat et de vente, les deux organismes de Clearing intéressés autorisent autant que possible cette compensation, chaque cas faisant l'objet d'une décision spéciale¹.

A côté de la compensation légale, certains accords prévoient même que l'échange direct de produits entre les deux pays doit être favorisé dans la plus large mesure possible.

1. Voir art. 7 Convention de compensation franco-lettonne du 8 mars 1932 reproduit presque textuellement par les autres accords.

Que ce soit sous une forme ou sous une autre, la compensation privée est très pratiquée. Deux raisons principales ont contribué à son développement : le retard apporté au règlement des créances des exportateurs français, la fixation par certains accords du taux de change à la parité légale souvent très éloignée du cours réel.

Nous avons vu que la trésorerie des exportateurs est souvent gênée, sinon compromise, par les retards apportés au règlement de leurs créances. Contrairement à ce que certains prétendent, ils ne peuvent élever en conséquence leurs prix de vente. Ils se trouvent en concurrence sur les marchés étrangers avec des producteurs d'autres pays qui, profitant des circonstances favorisant le dumping de leurs produits, bénéficiant des facilités d'assurance-crédit, d'exemptions d'impôt accordées par leur gouvernement, les élimineraient s'ils ne réduisaient au plus bas leurs prix de vente. Des producteurs français exportateurs font à l'heure actuelle de très gros sacrifices pour conserver sur les marchés étrangers la place acquise par leurs produits. Ils le font dans l'espoir du rétablissement normal des échanges et de la reprise des affaires. En attendant, pour maintenir la place des produits français à l'étranger, ils immobilisent chaque année des sommes d'autant plus énormes que les difficultés pour rapatrier leurs créances sont plus grandes et que les délais de paiement par l'Office sont plus longs.

L'établissement de l'Office de compensation et la possibilité de mobiliser leurs créances ont déjà amélioré leur sort. Mais on comprend que les exportateurs français cherchent à bénéficier de toutes les facilités qu'ils peuvent avoir pour activer la rentrée de leurs fonds immobilisés à l'étranger.

Les exportateurs ne peuvent du reste pas toujours mobiliser leurs crédits de compensation. L'opération est assez onéreuse ; en général, la banque escompte 60 % de la valeur du papier avec un intérêt de 6 % et une commission de 1/2 %. Si leur *standing* est suffisant, une ouverture de crédit en banque leur coûtera moins cher.

Leurs créances sur l'étranger sont parfois très éparpillées, les Compagnies d'assurances crédit ne pouvant les surveiller facilement ne veulent pas en prendre le risque ; leur faible montant unitaire les empêche de servir de cause à du papier escomptable. Comme ils ne peuvent prévoir la date à laquelle ils pourront obtenir le règlement de leurs créances, ils répugnent à mobiliser celles-ci, ils pourraient être amenés à solliciter des renouvellements toujours onéreux quand ils ne portent pas atteinte au crédit. A tort peut-être, mais beaucoup de maisons françaises n'aiment pas voir circuler du papier portant leur signature, encore moins de le faire renouveler.

Lorsque la possibilité d'effectuer une opération de compensation privée se présente à eux, les exportateurs français s'empressent de la faire. Ils préfèrent perdre une partie de leur créance mais réaliser le reste immédiatement afin d'avoir les disponibilités dont ils manquent.

La compensation privée peut se faire directement. L'exportateur français trouve la contrepartie dans une importation en France de produits originaires du pays où il vend. L'opération peut se faire, soit en France, soit à l'étranger, c'est-à-dire que l'exportateur peut trouver une contre partie soit directement en France, soit par l'intermédiaire de son acheteur étranger. L'Office de compensation accepte ces opérations sans difficultés.

Il demande uniquement la justification de sa réalité (en général des factures justificatives) pour autoriser l'importateur français à payer directement l'exportateur français sans passer par son intermédiaire.

Elle peut aussi se faire par l'entremise d'offices spéciaux auxquels l'exportateur vend sa créance et qui se chargent de trouver la contrepartie. L'exportateur n'a aucune démarche à faire ; contre remise de son récépissé, l'intermédiaire lui en verse comptant le montant, déduction faite d'une commission qui varie suivant les pays.

Ce qui prouve que c'est bien le retard dans les règlements qui oblige les exportateurs à faire de la compensation privée, c'est que celle-ci n'existe presque pas avec les pays où la compensation fonctionne sans retard. Elle est d'autant plus développée que le retard est plus grand.

Lorsque la convention de compensation a fixé *ne varietur* le taux du change au cours duquel se régleront les opérations entre les deux offices et que celui-ci a beaucoup baissé depuis, les importateurs et les exportateurs ont intérêt à ne plus passer par les Offices, mais à faire directement de la compensation privée pour bénéficier de la différence du change.

Tout en enregistrant les opérations de compensation privée, en les facilitant même comme les accords lui en font le devoir, l'Office de compensation regrette la possibilité du clearing privé. Il y est opposé pour une raison de principe — ces opérations sont à proprement parler du troc et — pour une raison de fait — elles constituent un appauvrissement certain des ressources de l'Office et facilitent l'existence d'intermédiaires et de changes clandestins.

La compensation privée est une opération de troc, elle n'est pas collective, mais individuelle, il y a échange direct de marchandises contre marchandises.

Elle diminue les ressources de l'Office puisqu'une partie des règlements des importateurs échappe à l'intermédiaire de l'Office. Les paiements effectués à quelques exportateurs le sont au préjudice de leur ensemble.

Elle favorise l'existence d'intermédiaires qui exigent des commissions très importantes pour faire payer leurs services et couvrir la baisse du change ; ces commissions vont de 7 à 9 % (Bulgarie) jusqu'à 35 ou 40 % (Hongrie). Il se crée ainsi, à côté du cours officiel du change, un cours clandestin auquel se traitent tous les échanges et qui peut avoir une influence désastreuse sur la solidité de la devise traitée. Cette dualité de cours peut être d'autant plus gênante que le cours clandestin ne peut être surveillé et que la spéculation peut avoir plus d'influence sur lui.

Tout en déplorant ces résultats de l'abus du clearing privé, nous avons vu, en examinant les conditions de son existence, qu'il est indispensable dans bien des cas. Ce n'est pas en le supprimant officiellement qu'on améliorerait la situation de nos exportateurs. Comme il répond à une nécessité, il existerait toujours, mais alors de façon clandestine, ce qui serait d'autant plus dangereux.

Pour améliorer le clearing privé, il faut supprimer le retard dans les règlements. Mais ce n'est pas là une question qu'il est possible à l'Office de résoudre, c'est une question de politique douanière.

Afin de faciliter nos exportations et de maintenir la place que certains de nos produits ont acquise sur les

marchés extérieurs, ne pourrait-on pas aider ceux de nos exportateurs qui vendent régulièrement à l'étranger ? Et cela en diminuant les impôts qui les frappent ou tout au moins en les autorisant à régler ceux-ci au moyen des récépissés qui leur sont remis par l'Office.

L'exemple nous est du reste donné par de nombreux pays (Allemagne, Italie,...) Ceci permet aux exportateurs de baisser leurs prix et de lutter dans de meilleures conditions avec leurs concurrents étrangers.

Mais surtout ne pourrait-on pas stimuler nos exportations en améliorant les contingentements accordés aux pays qui achètent nos produits, pratiquer une politique commerciale d'échanges réciproques, non pas mathématiquement équilibrés, mais se favorisant mutuellement ? Les exportateurs n'auraient plus à attendre aussi longtemps leur règlement par l'Office.

Ne vaudrait-il pas mieux pour l'économie française, développer nos exportations que, protéger, par des barrières douanières, certaines industries dont l'existence est plus ou moins factice.

CHAPITRE VII

COMPENSATION TRIANGULAIRE

En étudiant le fonctionnement de l'Office, nous avons vu que la compensation, telle qu'elle est organisée à l'heure actuelle, assure le règlement des créances et des dettes résultant des échanges entre deux pays seulement. Il n'y a aucune connexion entre les Offices qui travaillent uniquement avec l'organisme correspondant étranger. La compensation est bilatérale.

Les échanges internationaux sont universels. Le commerce extérieur d'un pays ne doit pas être envisagé seulement du point de vue des relations avec un autre pays, mais de l'ensemble de ses relations avec tous les autres pays.

La balance commerciale d'une nation reflète ses importations et ses exportations, non par rapport à un pays déterminé, mais par rapport à l'ensemble des nations.

A la compensation bilatérale s'oppose l'universalité des échanges internationaux. On peut reprocher aux Offices de ne pas être exactement adaptés à la situation réelle du commerce extérieur. Cette critique n'est, du

reste pas spéciale aux accords de compensation ; elle peut être faite à presque tous les accords commerciaux ; seules, peut-être, y échappent certaines conventions internationales comme l'accord d'Ouchy où sont inscrites les possibilités d'adhésion, mais elles prêtent alors à bien d'autres critiques.

Certains reprochent à la compensation actuelle de détourner les courants d'échanges commerciaux normaux en organisant le règlement direct de pays à pays. — de restreindre le commerce international en limitant les échanges à deux pays.

Sans approuver ces critiques, devant les résultats heureux acquis par l'organisation de la compensation, on peut cependant souhaiter une adaptation plus exacte des Offices. Il faudrait qu'ils évoluent, que le principe actuel du sectionnement et de la spécialisation soit remplacé par celui de l'unité et de l'universalité. Par pays, un seul Office qui s'occuperait de l'ensemble de ses relations commerciales avec les autres pays. Il appliquerait au règlement de toutes les créances de ses exportateurs, les sommes versées par l'ensemble de ses importateurs.

Considérons trois pays A, B, C, pratiquant la compensation pour le règlement de leurs échanges entre eux ; A dont la balance commerciale est créditrice avec B et débitrice avec C. Son Office est obligé de régler avec un certain retard les créances de ses exportateurs sur B, alors qu'il possède au crédit du compte de l'organisme correspondant de C un solde substantiel inutilisé. Si la balance commerciale de B dans ses rapports avec C lui est favorable, l'Office de compensation de C inscrira au crédit de celui de B un certain solde substantiel

comme l'organisme de B le fera au crédit de celui de A. Nous aurons alors cette situation paradoxale : dans chaque pays, des exportateurs attendent le règlement de leurs créances par les Offices alors que ceux-ci ont en caisse (ou à la banque) des disponibilités inutilisées. Si les trois pays autorisaient le transfert des comptes d'Office à Office, ces sommes disponibles pourraient servir à régler les exportateurs. Toutes les opérations se trouveraient liquidées sans aucun transfert de numéraire, uniquement par un jeu d'écritures.

Nous avons pris un exemple théorique, car dans les relations de trois pays, les balances commerciales ne s'équilibrent pas mathématiquement. Par contre, si l'on considère l'ensemble des pays, les crédits des comptes s'équilibrent avec leurs débits ; si même l'on considère les balances générales des comptes, l'équilibre est mathématiquement absolu au point de vue comptable. On pourrait donc, par la compensation, arriver à régler tous les échanges internationaux, sans déplacement de numéraire.

Dans la situation actuelle des choses, cette compensation plurilatérale est impossible. Nous avons vu que des accords de pays à pays sont nécessaires pour organiser la compensation. A l'heure actuelle, tous les accords sont limités à l'organisation des relations entre deux pays. Avant de vouloir organiser cette compensation multilatérale, il faudrait donc changer les accords. Est-ce possible ? Les difficultés sont déjà grandes pour s'entendre de pays à pays. Une conférence internationale même si l'on est d'accord sur les principes — nous en avons des exemples récents — a peu de chances d'aboutir.

Certains voient cependant dans l'organisation de la

compensation internationale, la possibilité de réorganiser les échanges. Ils la considèrent comme le principe nouveau du règlement du commerce extérieur. Ils prônent la création d'un Office international qui centraliserait les opérations de tous les Offices nationaux et organiserait la compensation entre eux.

M. Dimitri Navachine, dans diverses conférences et dans plusieurs articles parus dans la *Revue des vivants*, la *Griffe*, la *République*, a présenté un plan de réorganisation des échanges mondiaux.

Il part du fait que les achats de marchandises se résument à des échanges. Bien que l'usage de la monnaie ne permette de saisir toujours cette loi, en réalité, on n'achète pas, on ne vend pas, on échange des produits. D'autre part, les échanges entre les peuples sont nécessaires, ils permettent de produire dans les meilleures conditions, de se procurer ce dont on a besoin aux prix les plus bas. Lorsque l'échange nous permet un effort moindre que la production, on a intérêt à échanger. Depuis quelques années, les échanges ne sont plus libres ; trois facteurs contribuent à les désaxer : les variations et l'inflation de la monnaie, les barrières douanières, le dérèglement de la production trop spécialisée et gonflée. La crise actuelle provient surtout de ce que la production est mal coordonnée : tout le monde veut vendre, personne ne veut acheter. Les prix de revient étant trop élevés par suite des charges que supportent les producteurs, les produits ne trouvent plus de débouchés. On ne peut plus les échanger. Il faut rétablir les échanges pour que la production puisse se faire sur des bases normales.

L'élévation artificielle des prix de revient est encore

exagérée par la stabilisation des monnaies qui fut faite sur des bases inexactes pendant la période de 1925 à 1929. On n'a retenu de la stabilité des monnaies d'avant guerre que le fait légal de la convertibilité et de la proportion déterminée entre le volume de la monnaie fiduciaire et le stock d'or (ou de devises appréciées pour les pays dont la monnaie est basée sur le gold exchange standard). Sur cette prétendue stabilisation, on échafauda de nouveaux crédits qui désorganisent encore la production et la consommation. Mais on a négligé d'organiser la compensation des échanges et le règlement des dettes internationales consolidées au contraire sur cette illusoire stabilisation. L'or déserta vite certains pays pour s'accumuler dans les pays créanciers. On dû vite renoncer à la convertibilité impossible à conserver sans compensation des échanges. La stabilité que l'on avait crû établir n'existait plus.

Sur la constatation que les échanges sont désorganisés, M. Navachine conclut que trois solutions sont seules possibles :

1. Transformer la production pour que les producteurs la consomment eux-mêmes, c'est un retour en arrière à l'état barbare.

2. Maintenir la division du travail et la spécialisation de la production, mais remplacer l'échange par le rationnement — c'est la socialisation.

3. Rétablir les échanges par la coordination des productions sous l'action de la stabilisation des monnaies.

C'est naturellement la 3^e solution qu'il faut essayer de rendre possible. Pour cela, organiser la compensation des échanges, car leur règlement en monnaie serait insuffisant et ne servirait qu'à dissimuler la réalité

de l'échange. L'effort d'organisation fait par les accords déjà conclus et les offices déjà réalisés, est insuffisant sinon parfois néfaste puisqu'il tend à équilibrer les échanges entre deux pays alors que les échanges sont internationaux.

M. Navachine propose la création d'un organisme international qui compenserait dans ses livres les comptes de chaque Office national. La monnaie de compte serait l'or, les sommes inscrites au compte de chaque Office étant converties quotidiennement au cours du jour. Cet Office permettrait ainsi de connaître exactement la situation de chaque pays. Les échanges seraient facilités par le fait de l'unification des prix mondiaux.

Au point de vue pratique, M. Navachine conseille la création d'une caisse internationale de consignation, de règlement et de mobilisation qu'il appelle *Cicorem*. Elle compenserait sur ses livres toutes les opérations monétaires, financières et commerciales des différents pays. Elle permettrait de mettre à l'abri des non paiements et des dépréciations monétaires les règlements des échanges et des services des dettes et faciliterait la reprise des échanges et des prêts entre les pays.

M. Edgar Milhaud, Professeur d'économie politique à l'Université de Genève, est aussi partisan d'organiser internationalement la compensation afin de rétablir les échanges internationaux. Dans de nombreuses conférences, dans de nombreuses brochures, il a exposé, appuyé d'arguments troublants, un plan d'organisation du troc international dans lequel il voit la possibilité de restaurer le commerce extérieur.

Les propositions de M. Edgar Milhaud sont résumées dans un livre qu'il a fait paraître en 1933 « *Trêve de*

l'Or et clearing international — Plan pour le rétablissement des échanges internationaux ».

Après avoir résumé les circonstances et les formes de la crise actuelle, M. Milhaud montre qu'un de ses aspects le plus caractéristique, c'est la baisse des prix et l'arrêt du commerce international dont la régression de 1929 à 1932 est de plus de 60 %. Les conséquences désastreuses sur l'économie mondiale en sont incalculables.

Pour lutter contre la crise, il faut rétablir les échanges. Tous les efforts, dans ce sens, faits jusqu'à présent, l'ont été sans résultat parce qu'ils ne se sont pas attaqués au véritable mal qui est, dans le facteur monétaire, l'impossibilité d'effectuer en or ou en monnaies appréciées le règlement des échanges.

M. Milhaud réclame « la trêve de l'or, c'est-à-dire la suspension, pendant plusieurs années, de toute compétition internationale pour l'or — donc de l'emploi de l'or comme instrument de règlement de transactions internationales ». Non pas qu'il soit partisan d'une nouvelle distribution de l'or qui paraît impossible. Il voudrait rendre inutile l'emploi de l'or pour le règlement des échanges. Pour cela, il propose le régime des règlements par compensations.

Le système préconisé par M. Milhaud consiste à régler tous les échanges internationaux au moyen de bons d'achats que chaque pays tirerait sur lui-même et avec lesquels, ses vendeurs pourraient se procurer, chez lui, les produits qu'ils désireraient.

Ce système ne serait du reste pas nouveau. Un projet présenté en novembre 1932 à la Chambre de commerce de Londres proposait déjà le règlement des achats extérieurs par « Bartex » c'est-à-dire par chèques ne

pouvant être liquidés que par échanges de marchandises.

Ce qu'il y a surtout d'original dans le projet de M. Milhaud, c'est que, pour activer les échanges, les bons d'achats auraient une valeur limitée dans le temps, 6 mois par exemple. Ce système ne se rapproche-t-il pas de celui de l'argent fondant, dont l'expérience a été faite à Wörgl en Autriche et dont la valeur, afin de forcer la circulation, diminue de 1 % par mois ?

Pour l'organisation de son système, M. Milhaud propose l'organisation, dans chaque pays, d'un organisme national chargé d'émettre les bons d'achat auprès duquel les importateurs pourraient se procurer les bons nécessaires au règlement de leurs fournisseurs étrangers. Ceux-ci pourraient remettre à ce même Office les bons émis par lui pour régler les achats qu'ils feraient à leur tour dans ce pays.

Pour faciliter la circulation des bons, il faudrait créer un Office central et international chargé d'organiser leur négociation et leur compensation entre les divers Offices.

Ce système aurait l'avantage d'activer les échanges entre les nations puisqu'en achetant à l'étranger on serait certain de lui vendre la même quantité de marchandise. A chaque importation, correspondrait une exportation de même valeur. M. Milhaud ne limiterait du reste pas son système au règlement des échanges de marchandises, il voudrait l'étendre au règlement de toutes les opérations internationales : « à l'ensemble des transactions extérieures des nations, au commerce invisible aussi bien qu'au commerce visible, aux règlements de dettes, aux ouvertures de crédits ». Il pense

que son usage permettrait de restaurer l'économie mondiale.

Ce système revient à l'extension de la compensation, à son organisation internationale ; ne se rapproche-t-il même pas plus de l'organisation internationale du troc ?

M. Roger Picard a fait de ce système une critique magistrale : « Quelques plans de restauration du commerce international » paru dans le numéro de mars-avril 1933, de la « *Revue d'Economie Politique* ». il montre « qu'il semble, d'une part, offrir tous les défauts du « système actuel des changes et, d'autre part, en posséder « quelques autres en propre, provenant, notamment, du « fait que les bons ne sont payables qu'en marchandises « et que leur validité est limitée dans le temps ».

Il semble donc qu'il faille écarter l'application des plans de M. Navachine et de M. Milhaud.

Mais ne pourrait-on pas tenir compte de quelques unes des suggestions qu'ils proposent ? Est-ce à dire qu'il faudrait organiser un Office international des Chambres de compensation comme il a été fait pour les échanges postaux ? Ne serait-il pas plus simple de recommander aux Offices de s'organiser tous sur le même mode, d'échanger entre eux les renseignements qu'ils possèdent ? Ils se communiqueraient, mensuellement par exemple, les résultats de leur activité, ce qui permettrait de connaître la situation économique exacte de chaque pays. La publication de ces documents permettrait une reprise des échanges puisque, en vendant, chacun connaîtrait les possibilités de ses acheteurs et la plus ou moins grande certitude qu'il aurait de se faire payer. Les prêts internationaux seraient facilités par les renseignements que l'on aurait sur le crédit des emprunteurs.

CHAPITRE VIII

L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND DES PAIEMENTS COMMERCIAUX

Pour terminer l'étude des Offices de compensation, il faut donner quelques indications sur un organisme assez semblable, mais cependant distinct « l'Office franco-allemand des paiements commerciaux ».

Cet organisme semble un type plus évolué des Offices de compensation ordinaires. Est-ce même le type de l'avenir sur lequel devront se modeler les Offices existants ?

Ce sont les difficultés qu'éprouvaient nos exportateurs à se faire régler par leurs clients allemands, qui conduisirent le Gouvernement français à négocier un accord de compensation avec l'Allemagne, où comme nous l'avons vu, le commerce des devises n'est pas libre. Il y existe plusieurs sortes de comptes de marks bloqués Kreditsperrmark, Notensperrmark, Effektensperrmark, Registersperrmark, Konversionsperrmark, dont les détenteurs ne peuvent disposer librement et dont le cours est différent de celui du mark libre¹.

1. Voir : Dr Kracht-Sperrmark und dollarbonds, août 1933.

Bulletin mensuel d'études et d'informations économiques de la Banque Nationale Française du Commerce Extérieur, N° septembre-octobre 1933.

Cette situation favorise du reste les exportations allemandes qui profitent du dumping indirect que constitue la possibilité pour les acheteurs de régler en script-marks dépréciés de 40 à 50 %. Elle permet aussi à l'Allemagne de décharger ses entreprises du poids des dettes qu'elles ont pu contracter, en leur permettant de racheter à bas prix les obligations placées à l'étranger.

Le premier accord de compensation passé avec l'Allemagne fut signé le 24 décembre 1932. Un arrêté interministériel du 31 décembre 1932, publié au *Journal Officiel* du 4 janvier 1933, organise son application en France. Cet arrêté est basé comme tous les autres, sur l'arrêté interministériel du 15 février 1932.

Cependant, pour ménager les susceptibilités allemandes très chatouilleuses sur les questions de préséance, l'organisme chargé d'appliquer l'accord : l'Office franco-allemand des paiements commerciaux, est distinct de l'Office de compensation. Quoique sous la surveillance de la Chambre de commerce de Paris, il n'est pas installé dans son immeuble mais 7, rue de Châteaubriand.

L'accord du 24 décembre est semblable aux autres accords de compensation déjà signés. Il s'en distingue cependant par le fait qu'il ne s'applique pas à tous les échanges commerciaux entre la France et l'Allemagne. Comme la balance des échanges entre ces deux pays est malheureusement tout à fait désavantageuse à la France, il paraît inutile, pour assurer le règlement des créanciers français, d'obliger tous les importateurs en France de marchandises allemandes, à payer leurs vendeurs par l'intermédiaire de l'Office. Seuls, les importateurs en France de produits allemands désignés dans l'accord doivent régler leurs dettes entre les mains de l'Office.

On a choisi ces produits de façon que les ressources de l'Office soient suffisantes pour régler les créances des exportateurs français.

Ce que l'on obtenait dans les autres accords en laissant un pourcentage des sommes versées à l'Office de compensation français à la libre disposition des organismes correspondants étrangers, on l'obtient ici en écartant de la compensation les importations des produits non désignés dans l'accord. Les produits désignés par l'accord du 24 décembre 1932 étaient les suivants :

Fers et aciers	Tarif n° 206 à 219 <i>bis</i> .
Machines et mécanique...	Tarif n° 510A à 524 <i>bis</i> D.
— — —	Tarif n° 525 à 527 <i>bis</i> .
Bois communs	Tarif n° 128 à 137.
Papiers	Tarif n° 461 F à 461 G,
Pâtes de cellulose.....	Tarif n° 168.

Ce règlement ne semble pas équitable, il avantage les uns au détriment des autres. Certains importateurs doivent faire une demande d'importation, prendre l'engagement de payer par l'intermédiaire de l'Office et verser un cautionnement de 10 %; les autres sont laissés libres. L'accord est difficile à appliquer. Il y a de nombreuses marchandises mixtes composées partie de produits dont l'importation est libre, partie de produits dont l'importation est soumise à l'obligation du règlement du prix à l'Office. Les accumulateurs par exemple (leur cuve en verre peut être importée librement, mais certaines de leurs pièces en fer sont visées par l'accord du 24 décembre 1932).

De nombreuses maisons allemandes ont des filiales en France auxquelles elles envoient des machines en

pièces détachées pour y être montées. Ces marchandises ne sont en général pas vendues au moment de leur réception mais consignées jusqu'à leur placement dans la clientèle. L'Office devrait-il attendre jusque-là le règlement et suivre l'opération pendant tout ce temps ?

Dès la mise en application de l'accord, il se produit un embouteillage formidable en douane. Celle-ci retient toutes les marchandises visées par l'accord. Comme rien n'est organisé pour le paiement à l'Office ; les importateurs doivent attendre assez longtemps avant de pouvoir dédouaner les marchandises ; pendant ce temps, ils paient les frais de douane.

La compensation telle qu'elle fonctionne avec les autres pays est possible parce que les échanges ne sont pas très développés, mais l'importance des courants commerciaux entre la France et l'Allemagne est telle que l'application de l'accord semble difficilement réalisable.

La spécification est si compliquée que les déclarations d'importation sont très difficiles ; aussi, dès le début, pour simplifier, il est décidé que les importations au-dessous de 500 francs seront dispensées de déclaration. Puis on admet les importateurs, dont l'honorabilité est notoire, à faire une déclaration globale pour un an.

Devant ces difficultés, la France et l'Allemagne sont amenées, le 18 février 1933, à souscrire un avenant publié au *Journal Officiel* du 25 février. Les déclarations d'importation sont supprimées. A la compensation est substitué un nouveau régime, celui de la liberté des importations de marchandises allemandes en France — (dans les limites des contingents accordés et des taxes douanières qui sont maintenues).

L'Office franco-allemand des paiements commerciaux doit d'abord, suivant l'avenant du 18 février 1933, liquider les opérations de compensation commencées conformément à l'accord du 24 décembre 1932. Il doit rembourser aux importateurs français la consignation de 10 % effectuée entre ses mains pour les importations demandées avant le 18 février 1933 mais réalisées depuis. C'est une affaire à peu près terminée.

Conformément au nouvel avenant, les importateurs n'ont à faire aucune demande d'autorisation d'importation à l'Office ; ils règlent directement leurs vendeurs allemands. L'Allemagne s'est engagée à fournir à ses importateurs de marchandises françaises les devises nécessaires au règlement de leurs fournisseurs français.

L'Office franco-allemand se borne à vérifier l'exécution de cet accord vis-à-vis des exportateurs français qu'il est chargé de régler.

Les maisons établies en Allemagne qui disposent d'une autorisation générale en matière de devises et qui, dans le cadre de leur activité habituelle, importent des marchandises de France, ont la facilité, après épuisement de leur contingent normal de change, de s'acquitter du montant non transférable de leurs dettes envers leurs créanciers français. Elles en versent la contre valeur en reichsmarks à un compte spécial qui sera ouvert par la Reichbank au nom de l'Office franco-allemand des paiements commerciaux.

Les maisons établies en France, qui disposent d'une autorisation générale en matière de devises pour l'encaissement et le transfert de créances provenant de livraisons de marchandises, ont les mêmes facilités.

Les maisons qui n'ont pas d'autorisation générale doivent passer par l'intermédiaire de l'Office pour que soit effectué le règlement des créances des exportateurs français sur leurs clients allemands. Les importateurs allemands versent au *Gironkontor* près la *Reichbank* à Berlin la contre valeur en marks, des francs dont ils sont débiteurs (comme pour les autres accords, les contrats de vente de marchandises françaises sont libellés en francs). L'autorisation de versement leur est accordée après vérification, par le ministère des devises allemand, de la réalité de la dette et du caractère purement commercial de celle-ci. -

L'Office franco-allemand est crédité de ces sommes en reichsmarks par le *Gironkontor*, il en est avisé quotidiennement par bordereaux accompagnés de feuilles de cours. Après les avoir converties en francs, il met ces sommes à la disposition des exportateurs français qui sont payés par chèques sur la Banque de France dans l'ordre chronologique.

Nous voyons ainsi que l'avenant du 18 février 1933 a supprimé le moratoire des transferts pour les règlements des échanges commerciaux franco-allemands. La suppression de la compensation en est la conséquence ; elle ne se justifie plus puisque les exportateurs français n'éprouvent plus de difficultés pour faire régler leurs créances en Allemagne. S'ils ont, eux ou leur acheteur allemand une autorisation générale en matière de devises, le règlement s'effectue directement. Sinon, il s'effectue par l'intermédiaire de l'Office franco-allemand des paiements commerciaux dont le rôle est en somme limité à celui d'un service de change d'une banque ordinaire. De toute façon, les importateurs français de produits

allemands sont entièrement libres de régler leur vendeur comme ils l'entendent.

Cette nouvelle façon de procéder, beaucoup plus souple que la compensation, fonctionne à l'entière satisfaction des importateurs et des exportateurs. A fin décembre 1933, il avait été réglé environ 257.000.000 de francs aux exportateurs français par l'intermédiaire de l'Office, et cela sans aucun retard en supprimant toutes formalités gênantes pour les importateurs.

Cependant, il est difficile de préjuger, dès à présent de l'avenir des relations commerciales franco-allemandes, qui dépendent des circonstances politiques autant que de la situation économique. Elles sont subordonnées aux mesures qu'un des gouvernements peut prendre de façon unilatérale et, en cette matière, toute prévision est impossible.

Peut-on appliquer ce système avec les autres pays ? Sans doute, mais ce serait peut-être encore un peu prématuré. Les conditions ne sont pas les mêmes pour tous. Pour amener l'Allemagne à accepter ces conditions, nous avons des arguments très solides à faire valoir ; ils sont résumés dans l'extrait suivant d'une étude parue dans le bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.

« Le fait qui domine le débat, c'est la disproportion
 « existant entre les importations allemandes en France
 « et les exportations françaises en Allemagne. En 1933
 « (10 mois) nous avons importé d'Allemagne pour
 « 2.547 millions de francs et n'y avons exporté que pour
 « 1.379 millions. Sans doute, il y a progrès par rapport
 « à 1932 puisque, pour la période correspondante de
 « cette dernière année, nous avons importé d'Allemagne

« pour 3.029 millions, alors que nous avons exporté
« pour 1.398 millions de francs. Le déséquilibre reste
« néanmoins flagrant. Nous possédons là une arme
« excellente, dont nous n'avons pas voulu nous servir
« jusqu'ici, par un louable désir de ne pas accroître
« encore les restrictions au commerce international et
« pour ne pas compliquer les problèmes politiques franco-
« allemands si délicats et si graves en eux-mêmes, d'une
« véritable guerre douanière. Mais l'arme est toujours
« à notre disposition et l'exemple de la Suisse qui a su
« amener à résipiscence sa puissante voisine en la même
« matière peut nous servir de leçon ».

Il semble que le système franco-allemand ne peut être appliqué aux relations de la France et des autres pays avec lesquels fonctionne la compensation. Leur situation économique est souvent beaucoup plus mauvaise que celle de l'Allemagne. Il serait, peut-être dangereux pour la France d'abandonner le gage que constituent les sommes dues par les importateurs français, en échange de la promesse de suspendre en matière commerciale le moratoire des transferts. Même si cette promesse était faite sans arrière pensée, la situation financière désastreuse de ces pays ne leur permettrait pas, sans doute, de la tenir.

Un essai a cependant été fait. Le nouvel accord franco-autrichien ¹ du 12 juillet 1933 (*Journal Officiel* du 13 juillet) suspend pour l'avenir la compensation entre les 2 pays. La liberté du transfert des devises est rétablie pour le règlement des échanges commerciaux. Le gou-

1. Le nouvel accord avec l'Autriche s'explique par les mêmes raisons que celui conclu avec l'Allemagne. En outre, des raisons financières et politiques en ont facilité la conclusion.

vernement autrichien s'engage à mettre à la disposition de ses importateurs, par l'intermédiaire du *Wiener Giro und Cassenverein* les devises nécessaires au règlement des exportateurs français.

L'Office de compensation est chargé d'apurer le solde des créances antérieures non réglées sur les bases suivantes :

— Les créanciers qui consentent un abattement de 5 % reçoivent, dans un délai de 4 mois, 75 % de leur créance. Le solde, soit 20 %, est réglé : 12 % par les débiteurs autrichiens ayant réglé leur office au taux légal sans tenir compte de la baisse du change (sous un délai de 4 semaines ou possibilité de poursuites directes) 8 % par la Banque Nationale d'Autriche.

— Les créanciers qui ne consentent pas l'abattement de 5 % sont réglés à la suite.

En attendant la liquidation de ces opérations, pour en assurer l'exécution, les importateurs français continuent à payer par l'intermédiaire de l'Office.

Les opérations antérieures étant à ce jour liquidées, le règlement des créances et des dettes résultant des échanges commerciaux franco-autrichiens, est entièrement libre.

L'accord franco-allemand du 18 février 1933 et l'accord franco-autrichien du 12 juillet 1933 rétablissent la liberté des règlements commerciaux entre la France et ces pays. Ils aboutissent à la suppression de la compensation comme moyen de règlement. Mais il semble que ce résultat n'a pu être acquis que par la création des Offices de compensation qui paraissent être une étape nécessaire pour revenir à la liberté des échanges.

Dans ces deux cas, les Offices ont rempli le rôle que

l'on attendait d'eux : permettre de continuer le commerce extérieur et faire payer les créances de nos exportateurs bloquées à l'étranger.

Souhaitons, sous les réserves indiquées plus haut, que des accords semblables puissent être passés avec tous les pays avec lesquels fonctionne à l'heure actuelle la compensation.

CHAPITRE IX

CONCLUSIONS

AVENIR DES OFFICES DE COMPENSATION. AMELIORATIONS POSSIBLES.

Parvenu au terme de l'étude des Offices de compensation, nous devons reconnaître qu'ils répondent à ce qu'on attendait d'eux. Ils permettent de continuer le commerce international en assurant le règlement des créances des importateurs.

Ils constituent une étape heureuse vers la reprise du commerce extérieur, et, souhaitons-le, vers la restauration de l'économie mondiale.

Ils sont un remède efficace de la restriction des échanges due à l'interdiction des transferts internationaux des devises. Mais il semble que c'est une erreur de voir en eux, comme le font MM. Milhaud et Navachine, le mode futur de règlement des échanges. Leur activité limitée au règlement des créances et des dettes commerciales semble devoir être difficilement étendue au règlement des engagements ayant une autre origine.

La compensation constitue une amélioration dans la

période d'économie troublée que nous traversons. En période d'équilibre, de prospérité, elle serait incontestablement un obstacle à la liberté du commerce extérieur dont la monnaie est le moyen naturel de règlement.

Depuis le début de l'organisation de la compensation, l'Office français a fourni des résultats pratiques très intéressants. Il a permis de maintenir et d'améliorer le commerce français avec certains pays, il a assuré le règlement de sommes importantes à nos exportateurs, mis le reste de leurs créances à l'abri des risques de change et d'insolvabilité de leurs débiteurs. Tout cela au moyen de formalités peu gênantes imposées à nos importateurs. Ceux-ci trouvent eux-mêmes un avantage à l'existence de l'Office : la possibilité de se procurer sans difficulté les devises dont ils ont besoin pour régler leurs vendeurs étrangers.

Le fonctionnement de l'Office n'est pas parfait, les exportateurs sont souvent réglés avec trop de retard. Mais, nous l'avons vu, ce n'est pas là, faute propre à l'Office, celui-ci, essaye d'y remédier par tous les moyens en sa possession. Il manque de ressources. Il ne peut les créer. C'est au Gouvernement à les lui fournir, à organiser, par une politique douanière appropriée, la matière compensable.

Après avoir conclu de nombreux accords de compensation, le Gouvernement français, pour protéger certaines industries et surtout l'agriculture, a détourné les courants d'échanges commerciaux normaux, en contingentant l'entrée de nombreux produits étrangers. Pendant le premier semestre de 1933, sur un total de 11.650.000.000 de francs de produits importés en France, 5.300.000.000 de francs, soit 45 % étaient contingentés.

Ces contingents étaient fixés par pays, sur la moyenne de leurs exportations antérieures en France, et non, comme il eût fallu, pour protéger et développer notre commerce extérieur, sur nos exportations dans ces mêmes pays. Il faudrait pratiquer une politique commerciale de réciprocité, favoriser les pays qui nous achètent, particulièrement ceux avec lesquels ont été conclus des accords de compensation. Ce serait, de toute évidence, le meilleur moyen de protéger nos exportateurs, d'assurer leur règlement et de développer notre commerce extérieur ¹.

A l'heure actuelle les Offices de compensation servent à compenser les règlements des dettes et des créances résultant des échanges entre deux pays ; ils ont un rôle financier et comptable. Ne pourrait-on pas aussi utiliser le principe de la compensation pour essayer d'améliorer les échanges commerciaux ? Organiser la compensation des échanges eux-mêmes, utiliser la compensation comme un moyen dont se servirait la politique commerciale française pour favoriser nos exportations. Et, comme les contingents sont en faveur, accorder ceux-ci plus libéralement aux pays qui sont nos meilleurs clients ? Non pas compenser exactement les échanges mais réserver nos achats aux pays auxquels nous vendons.

La situation de la France, plus importatrice qu'exportatrice, devrait lui permettre de négocier facilement ces accords.

1. Le Gouvernement semble avoir compris cette situation. Le 1^{er} septembre 1933, il a été décidé en Conseil des Ministres, qu'à partir du 1^{er} janvier 1934, les pays qui ne nous accorderaient pas d'avantages commerciaux auraient leurs contingents réduits des 3/4, ces 75 % devant bénéficier à ceux qui favorisent la vente de nos produits chez eux. Mais aura-t-on le courage d'appliquer fermement cette décision ? Saura-t-on résister aux menaces des autres pays qui cependant à ce point de vue, ne peuvent rien d'efficace contre nous.

Les Offices devraient être transformés dans le sens de la normalisation et de la standardisation. Ils pourraient ainsi fournir des renseignements précis sur la situation économique des différents pays à travers le monde, renseignements que publie bien la Société des Nations mais avec un tel retard qu'ils sont inutilisables et n'offrent qu'un intérêt rétrospectif.

Il faudrait aussi que les Offices puissent virer entre eux les crédits et les débits dont ils disposent les uns sur les autres afin d'activer la compensation et le règlement des exportateurs. Pour cela qu'il y ait un Office unique par pays.

En France il faudrait organiser la compensation avec les pays où nos exportateurs éprouvent des difficultés à se faire régler ou dont les frontières sont fermées à nos marchandises. Il y a encore de nombreux pays avec lesquels devraient être passés de tels accords, l'Argentine, la Roumanie..... Pour cela nous avons un moyen fort simple de les y contraindre, leur imposer, comme au Brésil, la compensation unilatérale. Pour ne pas perdre les débouchés que leur présente le marché français, ils solliciteraient, rapidement, la conclusion d'accords de compensation.

Pour apprécier le rôle des Offices et préjuger de leur avenir, nous ne pouvons mieux faire que de citer, en terminant, un extrait du discours prononcé par le Ministre du Commerce, le 23 décembre 1933, à l'installation du nouveau bureau de la Chambre de commerce de Paris.

« Maintenant que l'expérience est faite et qu'elle s'est
« révélée concluante, le moment paraît venu de recher-
« cher si les échanges bilatéraux que permettent les

« Offices de compensation ne pourraient pas être com-
« plétés et multipliés par un organisme de compensation
« plurilatérale qui stabiliserait les positions acquises et
« qui ouvrirait de nouvelles voies aux échanges.

« Quoiqu'il en soit du contingentement comme de
« la compensation, j'entends en tirer tout le parti
« possible, avec l'ambition d'augmenter par l'un
« comme par l'autre le volume de notre commerce
« extérieur ».

Vu :
Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu :
Le Professeur, Président de thèse,
Roger PICARD.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Les Offices de compensation sont des organismes récents. Peu d'ouvrages leur ont été encore consacrés, mais ce sujet d'actualité a donné lieu à une littérature abondante dans de nombreux journaux et revues.

Nous citons les principaux de ces articles dans cette bibliographie, ils nous ont été d'un grand secours pour l'établissement de cette thèse.

Cependant c'est à la Chambre de commerce de Paris que nous avons trouvé la majeure partie de notre documentation. Nous tenons à en remercier particulièrement M. Pierre Jolly, Directeur des services techniques, — M. Duchène, Directeur de l'Office de compensation, ainsi que le personnel de l'Office et des services de Documentation économique.

OUVRAGES

HALADJIAN. — *De la crise à la prospérité. Le mal et le remède*, Paris, Sirey, 1932.

MILHAUD (Edgard). — *Trêve de l'or et clearing international. Plan pour le rétablissement des échanges internationaux*. Belgique, 1933, Maison Coopérative du Livre.

Epreuve en vente dans le commerce sous le titre suivant : *Pour le rétablissement des échanges internationaux. Plan d'organisation internationale du Système des Compensations*, Genève, 1933.

NAVACHINE (Dimitri). — *La crise et l'Europe économique*, 2 vol., Paris, 1932, F. Alcan éditeur, t. I « Les faits »; t. II ; « Echanges, production et banques ».

— *La crise. Echanges et règlements*, Conférence 31 mars 1933, Observatoire économique de la « République ».

ARTICLES

Actualité économique :

Mai 1933, p. 85-87, TURMANN, « L'office parisien de compensation ».

Annales de l'Economie collective :

Février-juin, 1933.

P. 35-168, MILHAUD (Edg.), « Trêve de l'or et clearing des transactions ».

P. 171-177, HEILPERIN (M.). « Fondements économiques du plan Milhaud »,

P. 177-183, SCHLEIBER (Dr). « Le plan Milhaud et la question des dettes. »

Bulletin de la Chambre de commerce de Paris :

Décembre 1931, p. 1439, Rapport de M. BERTAUT sur « Les mesures propres à assurer la compensation des créances et des dettes des ressortissants français »,

Février 1932, p. 353, « Création de l'office de compensation des créances et des dettes.

1932, 23 avril. « Office de compensation : condition, fonctionnement. »
« Réglementation pour le versement des 10 % ».

1932, séance du 5 octobre, « Mobilisation des créances ».

1932, séance du 7 décembre, « Assurance-crédit des créances ».

Bulletin de la Chambre de commerce d'Orléans :

Mars 1932, p. 139-140, « Office de compensation des créances et des dettes ».

Bulletin fiduciaire :

Juin-juillet 1932, N° 111-112, ARCHAMBAULT, « Les avoirs français à l'étranger et les Offices de compensation ».

Octobre 1932, p. 586-589, « Le règlement en compte bloqué des créances françaises à l'étranger ».

Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques :

2 mai 1933, « La compensation des dettes et des créances commerciales ».

Le Capital :

14 octobre 1932, ROGER PICARD, « L'apurement des créances françaises bloquées à l'étranger ».

20 février 1933, « Les changes intérieurs et les offices de compensation ».

Commentaires :

1^{er} et 22 janvier 1932, « Les accords de compensation ».

Le Commerce :

Janvier 1933, p. 24-27, « La Chambre de commerce de Paris et l'Office de compensation »,

Les Echos (Edition quotidienne).

5 février 1932, « La création d'un office de compensation des créances et des dettes françaises.

- 24 février 1932, « La caisse de compensation des créances et des dettes françaises à l'étranger ».
- 26 février 1932, « L'office de compensation des créances et des dettes françaises à l'étranger ».
- 12 mars 1932, « Le règlement par l'Office de compensation de nos échanges avec la Hongrie ».
- 17 août 1932, « Le rôle et le fonctionnement de l'Office de compensation ».
- 24 novembre 1932, « Un nouvel accord de compensation entre la France et le Chili ».
- 13 mars 1933, « Les résultats obtenus par l'Office de compensation pendant la première année de son fonctionnement ».
- 18 mai 1933, « Le fonctionnement de l'Office de compensation, lenteur de recouvrement des créances ».
- 11 juillet 1933, « Les résultats acquis à ce jour par l'Office de compensation ».
- 22 septembre 1933, « Les créances françaises recouvrées et payées à nos exportateurs à la fin d'août 1933 ».
- 3 octobre 1933, « Le règlement des créances françaises bloquées à l'étranger. Comment opère l'Office de compensation ».
- 3 novembre 1933, « Le rôle des offices de compensation dans nos échanges avec l'étranger ».

L'Européen :

- 22 octobre 1932, FOUÛÈRE (E.), « Les caisses de compensation ».

L'Exportateur français :

- 10 novembre 1932, p. 303, « Les opérations de l'Office de compensation pendant les six premiers mois de son fonctionnement ».

Fers et métaux :

- Juillet 1933, p. 1803-1805, « L'office de compensation français ».

La Griffe :

- 8 juin 1933, NAVACHINE, « Règlements par compensation ».

Information :

- 11 octobre 1932, DALBOUZE, « La compensation des créances et des dettes commerciales ».

Journal des Chambres de commerce :

- 10-25 septembre 1932, p. 177-179, ROGER PICARD, « Le règlement des créances commerciales sur l'étranger et les offices de compensation ».

Journal du Commerce :

- 11 août 1932, DUCHENE (Armand), « Le fonctionnement de l'Office de compensation ».
- Même date, ARCHAMBAULT, « Les règlements internationaux et la procédure de compensation ».
- 23 février 1933, MILHAUD (Ed.), « Organisons le système de compensation ».

11 mai 1933, GARNIER (Henri), « Le rôle de la Chambre de commerce de Paris ».

27 juillet 1933, « Le règlement des paiements commerciaux entre la France et l'Autriche ».

Journal commercial et maritime :

9 janvier 1933, CAMBAZ, « Echanges commerciaux et Offices de compensation ».

Journée Industrielle :

4 février 1932, « La création d'un office de compensation pour les échanges commerciaux ».

6 février 1932, « Les rapports économiques franco-grecs ».

18-19-20 octobre, 17 novembre 1932, FINET (Louis), « Le rôle et le fonctionnement de l'Office de compensation des dettes et créances commerciales ».

28 août 1932, « Dumping allemand par autorisation de régler les achats par marks bloqués ».

Questions prudhomales :

Février 1933, MAUPAS, « Le recouvrement des créances françaises à l'étranger et la procédure de compensation ».

Juillet 1933, BRUNETON (Raoul), « Les règlements commerciaux entre la France et l'étranger ».

Revue Economique de Bordeaux :

1933, N° 183, p. 1-15, LEMARCHAND, « De la compensation des créances et des dettes commerciales à l'étranger ».

Revue d'Economie Politique :

N° de mars-avril 1933.

P. 339-353, JOLLY (Pierre), « La compensation et les règlements internationaux ».

P. 483-497, ROGER PICARD, « Quelques plans de restauration du commerce international ».

Revue politique et parlementaire :

10 novembre 1932, p. 225-235, BRIZON, « Contingentements et offices de compensation ».

Revue pratique de législation et de jurisprudence du tribunal de commerce de la Seine :

1933, N° X-XIV, NIBOYET (J.P.), « Les récents accords de compensation signés par la France. Problèmes de droit international privé ».

Revue des vivants :

Juillet 1932, ALHEINC (L.), « Assurance-crédit ».

Janvier 1933, NAVACHINE, « A quand la reprise des échanges ».

Avril 1933, NAVACHINE, « Illusions et possibilités monétaires ».

Mai 1933, NAVACHINE, « Les limites naturelles des échanges. ».

Sans fil :

10 février 1933, ALLIX, « Les offices de compensation des créances et des dettes ».

ANNEXES

DÉCRET DU 3 DÉCEMBRE 1931

Le Président de la République française,

Vu l'art. 17 du décret du 26 décembre 1926, portant codification des lois douanières.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, du ministre de l'agriculture, du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre des affaires étrangères, du ministre du budget et du ministre des finances.

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Afin de sauvegarder les intérêts des exportateurs français dans les pays qui ont établi un régime de contrôle des devises, seront subordonnées, en tout ou partie, à la délivrance d'autorisations, les importations originaires ou en provenance de pays où les contrôles des devises sont établies dans des conditions de nature à entraver le règlement des créances françaises.

Art. 2. — Des arrêtés interministériels, rendus de concert entre le président du conseil, ministre de l'intérieur, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture le ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre du budget, désigneront les pays auxquels s'appliquent les dispositions de l'art. 1^{er} et fixeront les conditions dans lesquelles les autorisations qui y sont prévues seront délivrées.

Art. 3. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Algérie.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de l'intérieur, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires étrangères, le ministre du budget et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 décembre 1931.

(*Journal Officiel* du 4 décembre 1931).

ARRÊTÉ DU 15 FÉVRIER 1932

(Inséré au *Journal Officiel* des 22 et 23 février 1932)

du ministre du commerce, des postes, télégraphes et téléphones, déterminant les mesures propres à assurer la compensation des créances et des dettes des ressortissants français vis-à-vis de certains pays.

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre du commerce et de l'industrie, le ministre de l'agriculture, le ministre des finances et le ministre du budget,

Vu l'art. 17 du décret du 28 décembre 1926 portant codification des lois douanières,

Vu le décret du 3 décembre 1931 instituant un contrôle des importations originaires ou en provenance de certains pays étrangers,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Les dispositions du décret du 3 décembre 1931 s'appliquent à la République d'Esthonie et à tous pays qui seront ultérieurement désignés.

Art. 2. — L'autorisation d'importation prévue par ledit décret sera délivrée par le ministre du budget (direction générale des douanes) sur le seul vu d'une déclaration souscrite par l'importateur et qui devra être préalablement revêtue

d'un visa de la Chambre de commerce de Paris, représentant en l'espèce l'ensemble des intérêts français.

Art. 3. — La Chambre de commerce de Paris fera fonction d'office de compensation et pourra éventuellement entrer en contact avec un organisme correspondant du pays intéressé en vue de faciliter les opérations dont elle aura assumé la charge.

La Banque de France ouvrira à la Chambre de commerce de Paris (Office de compensation) un ou plusieurs comptes par chacun des pays intéressés.

Art. 4. — La déclaration présentée par l'importateur au visa de la Chambre de commerce de Paris doit être établie en cinq exemplaires, conformes au modèle établi par la Chambre de commerce de Paris. Elle doit en particulier, contenir engagement de la part de l'importateur d'effectuer le paiement de ses marchandises par l'intermédiaire de l'Office de compensation et en monnaie nationale du pays du vendeur ; l'importateur français doit, en outre sous sa responsabilité, certifier l'acquiescement de son vendeur étranger à la présente disposition.

Art. 5. — La Chambre de commerce de Paris, après avoir visé les cinq exemplaires de la déclaration fournie par l'importateur et leur avoir affecté le même numéro d'enregistrement, en conservera un pour ses archives et transmettra les autres à la direction générale des douanes.

Art. 6. — Comme garantie de l'engagement pris par eux sur leur déclaration les importateurs devront, au moment de l'arrivée des marchandises en France, consigner au service des douanes françaises un montant égal à 10 p. 100 de la valeur déclarée des marchandises importées.

Ce versement sera encaissé par le service des douanes pour le compte de l'Office de compensation. Il sera restitué à l'importateur par la Chambre de commerce de Paris contre justification du règlement définitif effectué par l'intermédiaire de l'Office de compensation ou de l'annulation de l'opération.

Art. 7. — La Chambre de commerce de Paris tiendra compte par pays et par échéance des déclarations visées par elle. Si une opération n'a pas été liquidée à son échéance prévue, elle demandera à l'importateur toutes explications et justifications qui lui paraîtront utiles.

Elle est autorisée à refuser à l'avenir son visa aux importateurs qui auraient contrevenu aux engagements souscrits par eux.

Art. 8. — La Chambre de commerce de Paris (Office de compensation) assurera, dans la limite de ses disponibilités provenant des versements faits par les importateurs de marchandises originaires ou en provenance de chacun des pays visés par les présentes dispositions, le règlement aux exportateurs de marchandises françaises de leurs créances sur le même pays, dès qu'avis de crédit, à la suite de l'encaissement de ces créances, lui aura été donné par la banque désignée par elle.

L'exportateur sera tenu de justifier à la Chambre de commerce de Paris de la réalité de l'opération par le certificat de sortie de la douane française, ainsi que par un double de la lettre de voiture ou du connaissement dûment acquitté par le destinataire de la marchandise dont la légalisation de la signature pourra être exigée ou par la production des papiers de douane prouvant l'entrée de la marchandise dans le pays étranger, ou de toute autre manière jugée suffisante par la Chambre de commerce de Paris.

Art. 9. — Au cas où les disponibilités provenant des versements faits par les importateurs seraient insuffisantes pour permettre le règlement immédiat des créances des exportateurs inscrits, ces derniers recevront de l'Office de compensation un feuillet extrait d'un livre à souche et numéroté, portant l'indication de la somme dont l'Office de compensation aura été crédité pour leur compte.

Les règlements seront repris au fur et à mesure de la reconstitution des disponibilités, dans l'ordre de numérotage prévu ci-dessus. Toutefois un pourcentage desdites dispo-

nibilités déterminé par arrêté du ministère du commerce sera réservé au règlement des exportations faites après la mise en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. — La Chambre de commerce de Paris (Office de compensation) aura le droit de percevoir une taxe représentative de tous frais de 2 p. 1000 au maximum, sur le montant de toutes opérations passant par son intermédiaire.

Art. 11. — La Chambre de commerce de Paris ne peut encourir aucune responsabilité de change ou autre, du fait des opérations effectuées par elle en vertu du présent arrêté.

Art. 12. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 29 février 1932. Seront toutefois, admises à l'importation sans autorisation, les marchandises visées ci-dessus pour lesquelles on justifiera qu'elles ont été expédiées directement pour la France avant la date de la publication du présent arrêté au *Journal Officiel* ainsi que celles qui ont été constituées en entrepôt avant cette même date.

Les créances, tant antérieures que nouvelles, ayant une autre origine que des exportations de marchandises, font ou feront l'objet de négociations spéciales en vue de leur règlement.

Fait à Paris, le 15 février 1932.

Le président du conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
signé : Pierre Laval.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
signé : Louis Rollin,

Le ministre de l'Agriculture,
signé : Achille Fould,

Le ministre du budget,
signé : François Piétri,

Le ministre des finances,
signé : P. E. Flandin.

15 avril 1932.

CHAMBRE DE COMMERCE DE PARIS

OFFICE DE COMPENSATION

16, rue Chateaubriand, Paris-8°.

Un *Office de Compensation des créances et des dettes* a été créé, sur la demande du Gouvernement, par la Chambre de Commerce de Paris, prise comme représentant l'ensemble des intérêts français. L'arrêté interministériel du 15 février 1932, publié au *Journal Officiel* du 23 février 1932, qui institue cet office, détermine, pour les pays désignés ou à désigner ultérieurement, les conditions dans lesquelles les importateurs devront opérer à l'avenir ainsi que les facilités de règlement données aux exportateurs.

Ces conditions peuvent se résumer ainsi :

1° Importateurs :

A partir de la date fixée par l'arrêté interministériel, les importateurs devront, *préalablement à toute opération d'importation*, remplir, *en cinq exemplaires*, une *déclaration* pour laquelle ils trouveront les imprimés nécessaires à la Chambre de Commerce de Paris (*Office de Compensation*), 16 rue Chateaubriand, Paris (VIII^e).

Les cinq exemplaires de la déclaration d'importation seront remis à la Chambre de Commerce de Paris (*Office de Compensation*), qui en conservera un et adressera les quatre autres à la Direction Générale des Douanes.

La Direction Générale des Douanes fera parvenir un exemplaire visé à l'importateur déclarant et conservera les autres.

Au moment de l'importation effective des Marchandises, l'importateur devra, — conformément à l'article 6 de l'arrêté interministériel du 15 février 1932 — opérer une consignation égale à 10 % de la valeur en francs français, des marchandises.

Versement de la consignation

Le versement de la consignation s'opère dans les conditions suivantes :

L'importateur adresse à la Chambre de Commerce de Paris, *Office de Compensation*, en même temps que sa déclaration en cinq exemplaires, un chèque barré, émis (ou visé pour provision) par une banque notoirement connue à l'ordre de la « Chambre de Commerce de Paris, *Office de Compensation* », représentant dix pour cent du montant de la valeur de la marchandise. Au reçu de la déclaration d'importation accompagnée du chèque, la Chambre de Commerce de Paris, *Office de Compensation*, la vise en indiquant que le premier versement de 10 % a été effectué et la fait suivre à la Direction générale des douanes qui donne l'autorisation d'importer et retourne à l'intéressé l'exemplaire qui lui est destiné.

Règlement du solde

Aux échéances convenues avec son vendeur, l'importateur règle le solde du montant de son achat au moyen de nouveaux chèques semblables au premier et adressés à la Chambre de Commerce de Paris, *Office de Compensation*.

L'*Office de Compensation* donne, dans le pays du vendeur, les ordres nécessaires pour que ce dernier soit payé, d'ordre et pour compte de l'importateur français qui aura versé les fonds en France, sous déduction de la commission de deux pour mille, à moins que l'importateur ait ajouté le montant de cette commission à son dernier chèque.

2° Exportateurs :

Les exportateurs qui désireront bénéficier des avantages que leur assure le système de compensation institué, devront fournir, dans la forme qui leur sera indiquée, tous renseignements et justifications utiles à l'*Office de Compensation*.

Lorsque l'*Office de Compensation* aura été avisé du paiement à l'étranger, il prendra toutes dispositions nécessaires pour le règlement à l'exportateur français.

Au cas où les disponibilités de l'*Office de compensation* seraient momentanément insuffisantes, il serait remis à l'exportateur français un titre extrait d'un livre à souches, lui permettant de se faire payer ultérieurement.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à la Chambre de Commerce de Paris (Office de Compensation) 16, rue Chateaubriand, Paris 8°

Téléphone : Elysées 66-93, 66-94, 66-95 et 66-96.

Adresse télégraphique : *Compensation Paris*.

*Textes établissant un système de règlement
des créances commerciales en divers pays.*

Autriche	<i>Journal Officiel</i> du 13 juillet 1933.
Chili	<i>Journal Officiel</i> du 16 juin et 23 nov. 1932.
Esthonie	<i>Journal Officiel</i> du 20 avril 1932.
Grèce	<i>Journal Officiel</i> du 29 juillet 1932.
Hongrie	<i>Journal Officiel</i> du 11 mars 1932.
Lettonie	<i>Journal Officiel</i> du 26 mars 1932.
Bulgarie	<i>Journal Officiel</i> du 29 janvier 1933.
Yougoslavie	<i>Journal Officiel</i> du 29 janvier 1933.
Colombie	
Uruguay	
Equateur	
Brésil	

DÉCLARATION D'IMPORTATION

(à remplir à la machine à écrire ou au crayon encre)

Je (Nous) soussigné (nom)

Adresse :

agissant au nom et comme représentant de la Firme (nom).....

Adresse :

déclare vouloir importer en France les marchandises suivantes :..

Pays d'expédition :..... Pays d'origine :.....

Fabricant :

Expéditeur :

Nom du transitaire à l'arrivée :.....

Nature de la Marchandise }
.....
.....
.....

Poids brut et poids net : (en toutes lettres) {
ou Nombre de pièces d° }

Date probable d'arrivée des marchandises

Point d'entrée en France :

(Bureau de dédouanement) :

Valeur de la marchandise en francs français :

Date probable de paiement :

Je m'engage à payer mon vendeur, dans sa monnaie nationale et par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce de Paris (Office de Compensation), selon les prescriptions de l'arrêté interministériel du 15 février 1932 (*publié au Journal Officiel du 23 février 1932*) dont je déclare par ailleurs accepter sans réserve toutes les dispositions.

Je certifie sous ma responsabilité, que mon vendeur accepte ces conditions.

*Arrêté Interministériel
du 15-2-32*

ART. 11. — La Chambre de Commerce de Paris ne peut encourir aucune responsabilité, de change ou autre, du fait des opérations effectuées par elle en vertu du présent arrêté.

A,, le193
(à écrire de la main du signataire) :
Certifié sincère et véritable.

Signature:

N° d'inscription du signataire au Registre du Commerce :

Chambre de Commerce de Paris
16, Rue Chateaubriand, PARIS (8°)

Ministère des Finances
Direction générale des Douanes
Autorisation d'importation :

CHAMBRE DE COMMERCE
DE PARIS

Office de compensation

16, rue Châteaubriand
PARIS (8^e)

Téléphone : Elysées 66-93
— 66-94
— 66-95
— 66-96

Adr. Télégr. *Compensation-Paris*

Arrêté Interministériel du
15 février 1932

(*Journal Officiel* du 23 févr. 1932)

Extrait: Art. 11. — La Chambre de Commerce de Paris ne peut encourir aucune responsabilité, de change ou autre, du fait des opérations effectuées par elle en vertu du présent arrêté.

Déclaration d'Exportation

Je (Nous) soussigné,.....
agissant au nom et comme représentant de la Firme
déclare avoir exporté de France à la date du ¹..... en
à (*nom et adresse du destinataire*).....
les marchandises françaises suivantes :.....
Pays d'expédition : Pays d'origine :
Fabricant :
Expéditeur :
Nom du transitaire au départ :
Nature de la marchandise : }
Poids brut et poids net : (en toutes lettres) {
ou {
Nombre de pièces d° {
Point de sortie en France :
(Bureau de dédouanement).....
Point d'entrée en :
Valeur de la marchandise { en francs français :
en monnaie étrangère :
Mode de règlement :
Date ou dates de paiement :

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions de l'arrêté interministériel du 15 février 1932 publié au *Journal Officiel* du 23 du même mois et être prêt à fournir à la Chambre de Commerce de Paris, Office de Compensation, toutes justifications, que, en exécution des dispositions dudit arrêté, il lui paraîtrait utile de me demander. Je déclare accepter sans réserve les dispositions de cet arrêté.

Je joins à la présente ².....
Date,.....le..... *Certifié sincère et valable* ³
Signature :

1. Date de la sortie de Douane.

2. Enumérer les documents joints à la déclaration. Pour éviter tout retard, il est recommandé de joindre à la présente ceux des documents, énumérés à l'art. 8 de l'arrêté interministériel du 15 février 1932 qui seraient déjà en la possession du déclarant. Les factures doivent être certifiées et légalisées.

3. Cette formule doit être écrite de la main du signataire.

OFFICE DE COMPENSATION

M.
(Profession)
(Adresse)
est inscrit sur les registres de l'Office de Compensation pour une
somme de Francs français
.....
qui lui sera versée dans les conditions prévues par l'art. 9 de
l'arrêté Interministériel du 15 février 1932, fixant les conditions
du fonctionnement de l'Office de Compensation.

Paris, le..... 193

Le Président de l'Office
de Compensation :

N° du TITRE :

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Le but des offices de compensation. — Notions générales sur leur organisation	1
--	----------

CHAPITRE I

Les circonstances économiques qui ont précédé la création de l'office de compensation	7
--	----------

La Crise
Les mesures de défense monétaire

CHAPITRE II

Les procédés de lutte contre les mesures monétaires prises à l'étranger	21
--	-----------

1. *Les campagnes en faveur de l'Economie fermée.* Elles équivaldraient à la suppression des échanges internationaux qui sont une nécessité du monde moderne. — Régression actuelle du commerce extérieur. Situation de la France. — La crise ne peut se résoudre sans le rétablissement des échanges
2. *Organisation du Troc.* — Ses difficultés, exemples récents de Troc.
3. *La compensation.* — Principes, solidarité entre importateurs et exportateurs. — Organisation, arrêté interministériel du 15 février 1932. — Rôle de la Chambre de Commerce de Paris et de la Banque de France. L'Office de Compensation. — Origine et Nature. — Applications diverses.

CHAPITRE III

L'office de compensation	55
---------------------------------------	-----------

Organisme d'application des conventions passées avec certains pays. — Les divers accords. — Compensation unilatérale. — Brésil. — Les offices étrangers correspondants. — Fonctionnement. — Les échanges contrôlés. — Sectionnement. — Organisation pratique vis-à-vis de l'importateur, vis à vis de l'exportateur, vis-à-vis des organismes étrangers correspondants, quant à son mécanisme interne.

CHAPITRE IV

Critiques de principe contre les offices de compensation 77

C'est un rouage inutile. — C'est du troc. — C'est de l'économie dirigée. — C'est du contingentement. — C'est une convention de traitement préférentiel réciproque

CHAPITRE V

Résultats de l'office de compensation 83

Facteur : d'existence pour certains pays, de maintien des échanges internationaux.

Pour les exportateurs, il permet de rapatrier leurs créances, de les garantir contre l'insolvabilité de leurs acheteurs et contre les variations de change.

Pour les importateurs, il leur procure les devises dont ils ont besoin sans risque de change

Retard dans le règlement des créances des exportateurs

Mobilisation des créances. — Transfert, Escompte, Justification de ces opérations. — Modalités, assurance crédit

CHAPITRE VI

Compensation privée 97

Pourquoi les exportateurs y recourent. — Modalités. — Coût. — Inconvénients mais nécessité

CHAPITRE VII

Compensation triangulaire 105

L'organisation actuelle est bilatérale, les échanges sont universels

Projet d'organisation internationale de la compensation :

Thèse de M. **Navachine**

Thèse de M. **Milhaud**

Ce qu'il faut en penser. — Objections de M. **Roger Picard**

CHAPITRE VIII

Un organisme particulier. — L'office franco-allemand des paiements commerciaux 115

Circonstances dans lesquelles il est né. — Evolution. — Fonctionnement. — Résultats. —

Système similaire. — Accord franco-autrichien du 12 juillet 1933

CHAPITRE IX

Conclusions

Ce qu'il faut penser de l'Office

Modifications possibles

Son avenir 125

BIBLIOGRAPHIE 131

ANNEXES

Décret du 3 décembre 1931	135
Arrêté du 15 février 1932	136
Circulaire de la Chambre de commerce de Paris (Office de compensation du 15 avril 1932).....	140
Déclaration d'importation	143
Déclaration d'exportation	144
Récépissé de créance	145

Imprimerie F. BOISSEAU, 34, rue du Taur. — Toulouse

